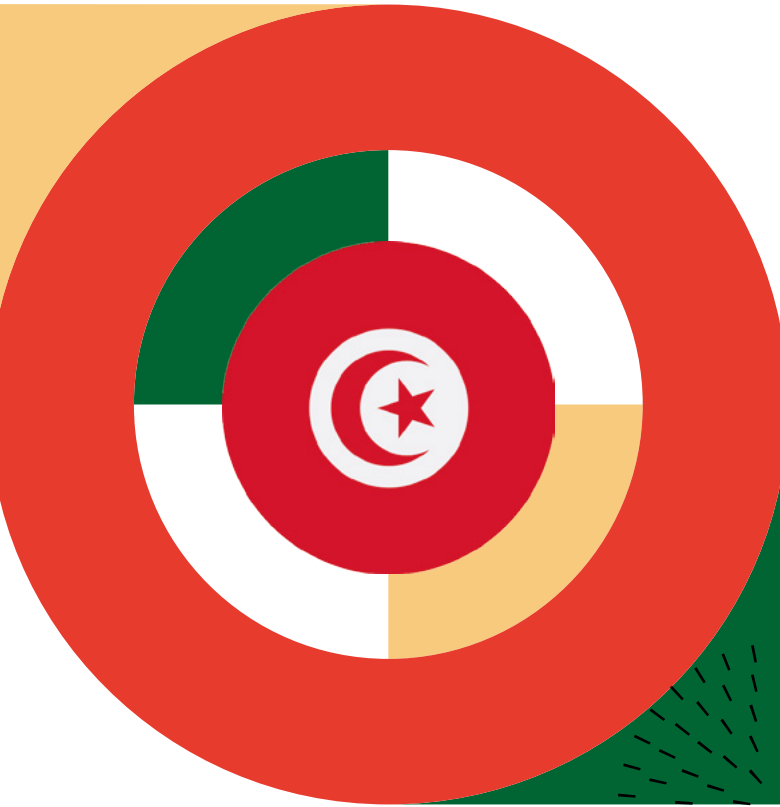


Etude de l'impact de la guerre Russo-Ukrainienne sur le système alimentaire tunisien



**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

مكتب شمال إفريقيا
North Africa Office





Auteur : **Mohamed Jounéidi Abderrazak**

Assistante de recherche : **Itaf Mejri**

Edition et Révision : **Dr. Imen Louati et**

Maha Ben Ghadha

Design graphique : **ozads.org**

Cette publication est une collaboration entre le bureau Afrique du Nord de la Rosa Luxemburg Stiftung et l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche

Cette publication a été soutenue par les fonds de Fondation Rosa Luxemburg bureau Afrique du Nord.

Les auteurs de cette publication portent l'entière responsabilité de son contenu et ne reflète pas obligatoirement l'opinion de la Fondation Rosa Luxemburg ou de l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche.

Le contenu de cette publication peut être cité ou reproduit à des fins non commerciales, à condition que la source d'information soit correctement citée.

Publié par la Fondation Rosa Luxemburg Bureau Afrique du Nord, Février 2023.

www.rosaluxna.org



Mohamed Jounedi Abderrazak

med_jounedi.abderrazak@yahoo.fr

Ingénieur agroéconomiste de l'Institut National Agronomique de Tunisie. Titulaire ensuite d'un DEA en Analyse des Politiques Agricoles et des Stratégies Agroalimentaires (2003), d'un MBA spécialisé en Stratégie des Affaires de l'ISC Business School de Paris (2013) et d'un Master Professionnel en Ingénierie du Développement Durable de l'Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines (2013).

M. Abderrazak a été un haut cadre au Cabinet du Ministère de l'Industrie de l'Energie et des PME en Tunisie pendant plus de 17 ans chargé des études et du suivi de la conjoncture économique. Il a quitté ces fonctions en 2017 pour occuper le poste de responsable pays d'un programme de coopération financé par la suisse, chargé d'appuyer cinq institutions d'appui au secteur privé dans la promotion des exportations agroalimentaires nationales vers l'Europe et le reste du monde.

Dès mi 2018, il a ouvert un bureau de consulting « Global Acumen » offrant des prestations de services intellectuels autour du développement stratégique et du développement institutionnel dans des divers secteurs dont l'agroalimentaire.

Diverses organisations internationales ont fait appel aux services de M. Abderrazak en Tunisie et à l'International en tant qu'expert senior, à l'instar de l'OCDE, la GIZ, la FAO, le PAM et le Bureau des NU au Madagascar.




Table des matières

SECTION 1 : CADRAGE, OBJECTIFS ET CONCEPTS CLÉS	7
I. Introduction et Cadrage de l'Etude	7
II. Objectifs et questions de départ de l'Etude	8
III. Concepts clés	8
IV. Approche méthodologique	15
SECTION 2 : ANALYSE DE L'IMPACT DE LA GUERRE SUR LES PRINCIPAUX AGREGATS MACRO-ECONOMIQUES ET LE SYSTÈME ALIMENTAIRE TUNISIEN	17
I. Place de l'Ukraine et de la Russie dans les marchés alimentaires internationaux et situation de la sécurité alimentaire dans le monde	17
II. Evolution des prix internationaux des intrants et des produits alimentaires et situation de la sécurité alimentaire dans le monde suite à la guerre Russo-Ukrainienne	19
III. Evolution de la situation de la sécurité alimentaire en Tunisie en 2022	21
IV. Analyse de l'impact de la guerre sur les principaux agrégats macro-économiques et le système alimentaire tunisien	23
SECTION 3 : ANALYSE DE L'IMPACT DE LA GUERRE SUR ET LE SYSTÈME ALIMENTAIRE TUNISIEN	33
I. Système alimentaire Tunisien et chaîne des risques	33
II. Analyse de la perception de l'impact de la guerre Russo-Ukrainienne par les producteurs agricoles dans les filières cibles	35
III. Apports explicatifs d'autres acteurs du système alimentaire	49
SECTION 4 : RECOMMNDATIONS	56



Résumé de l'Etude

La guerre qui a lieu depuis février 2022 et continue entre l'Ukraine et la Russie a fortement impacté la situation alimentaire à l'échelle mondiale et des pays de l'Afrique du Nord.

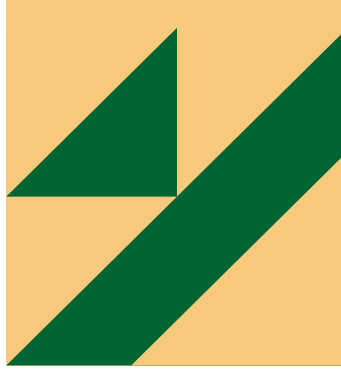
La Tunisie, dont la situation alimentaire a déjà été fragilisée par les effets de la crise liée à la Pandémie de la COVID 19 durant les années 2019 et 2020, s'est trouvée ainsi contrainte à gérer l'impact de la guerre Russo-Ukrainienne dans un moment où ses finances publiques sont en souffrance et sa croissance économique est vacillante.

Ce contexte a fait remonter à la surface une certaine capacité de résilience alimentaire de la part de l'ensemble des acteurs du système alimentaire tunisiens mais a également fait émerger plusieurs vulnérabilités conjoncturelles. En effet, plusieurs filières stratégiques à l'instar de la filière céréalière et lait ont affiché des signes alarmants au niveau de plusieurs dimensions de la sécurité alimentaire.

D'un point de vue méthodologique, cette étude s'est basée sur une analyse de l'impact macroéconomique de la guerre jusqu'à fin septembre 2022 à travers l'évolution des principaux agrégats macroéconomiques en lien avec la disponibilité et l'accès des citoyens à l'alimentation. Le focus a ensuite été mis sur les indicateurs relatifs à 4 chaînes de valeurs alimentaires clés pour le Tunisien, à savoir : les céréales, les viandes rouges, le lait et les fruits et légumes.

En second temps, l'Etude s'est intéressé à l'impact de cette guerre tel que ressenti au niveau micro-économique. A ce titre, une enquête auprès de 400 agriculteurs a été réalisée durant le mois de novembre 2022, complétée par des interviews auprès de quelques acteurs institutionnels et experts pour chaque chaîne de valeur.

Les analyses menées ont permis de mettre en exergue des impacts à divers niveaux des chaînes de valeurs étudiées, appelant à un renforcement de l'ensemble des politiques alimentaires actuelles. En outre, revoir certains choix politiques et stratégiques sous les deux prismes de la consolidation de la résilience alimentaire globale et de la souveraineté alimentaire pour certaines filières face aux crises et chocs internes et externes s'est avéré très importante dans le contexte actuel et les perspectives du contexte mondial à moyen et long terme. C'est ce qui a été détaillé dans la partie recommandation de cette étude.



SECTION 1 : **CADRAGE, OBJECTIFS ET CONCEPTS CLÉS**

I. Introduction et Cadrage de l'Etude

La guerre qui a lieu depuis le 24 février 2022 et continue entre ces deux pays a fortement impacté la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale et des pays de l'Afrique du Nord. En effet, ces pays ont subi l'impact direct de ce conflit sur leurs importations en céréales et l'impact indirect sur les prix internationaux des denrées alimentaires et des facteurs de production ainsi que les choix protectionnistes de certains pays exportateurs de produits agricoles de base.

La Tunisie, qui a subi de plein fouet l'effet de la crise liée à la Pandémie de la COVID 19 durant les années 2020, et 2021 s'est trouvée en 2022 sous l'impact de la guerre Russo-Ukrainienne.

Ce contexte a fait remonter à la surface, avec force par moment, plusieurs vulnérabilités structurelles liées, entre autres, aux choix politiques du passé qui ont fait que le système alimentaire dans sa globalité mais surtout certaines filières dépendantes de l'import, soient autant exposées à des difficultés. Ainsi, le niveau de sécurité alimentaire s'est dégradé comme en atteste l'indice mondial de sécurité alimentaire.

En effet, plusieurs filières stratégiques pour le pays à l'instar de la filière céréalière ou la filière lait ont affiché des signes alarmants au niveau de plusieurs dimensions de la sécurité alimentaire.

Au vu de la progression de la crise alimentaire mondiale vécue en 2022 et dont un grand nombre d'incertitudes subsistent, le bureau Afrique du Nord de la Fondation Rosa Luxembourg a lancé cette étude dans l'optique d'éclairer les acteurs de la société civile et toutes les autres institutions intéressées sur l'impact de la guerre mentionnée sur l'accès à l'alimentation en Tunisie et de formuler des pistes de réflexion sur les choix politiques et les stratégies nécessaires pour rendre le système alimentaire tunisien plus résilient et durable.

II. Objectifs et questions de départ de l'Etude

L'objectif de cette étude est d'apporter des réponses provenant de recherches, d'analyses documentaires et situationnelles complétée par une étude terrain (à travers des enquêtes ciblées) aux principales questions suivantes :

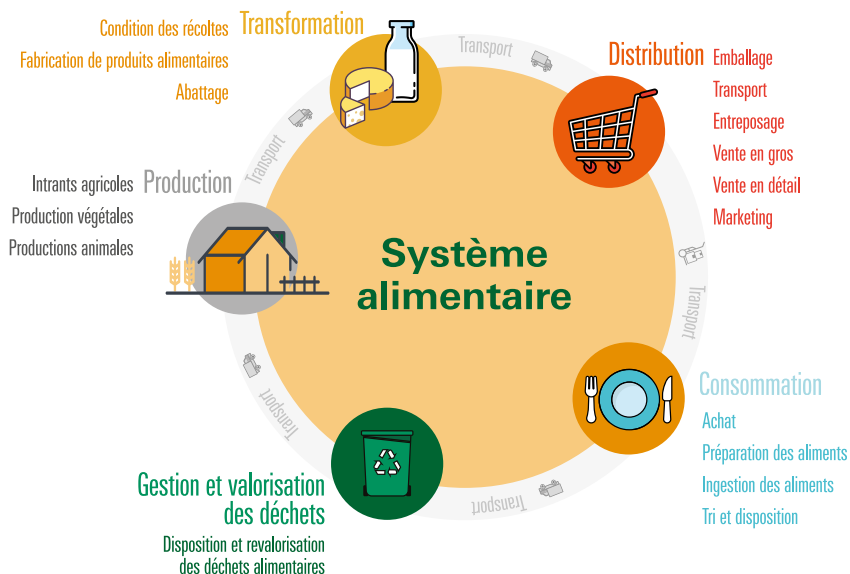
- Comment la crise alimentaire mondiale induite par la guerre en Ukraine a-t-elle affecté le système alimentaire en Tunisie ? et quelles chaînes de valeurs en particulier ont été impactées ?
- Quelles leçons tirer de cette crise pour renforcer la résilience du système alimentaire tunisien et consacrer davantage la sécurité et la souveraineté alimentaires du pays ?
- Quels ajustements au niveau des choix politiques et des stratégies en place sont recommandées pour apporter un changement efficient et durable, en tenant compte des rigidités structurelles et des opportunités conjoncturelles de la Tunisie ?

III. Concepts clés

Cette partie présentera les concepts clés associées aux questions de départ de cette étude. Il s'agit notamment du concept de la sécurité alimentaire en rapport avec celui de l'autosuffisance et de la souveraineté alimentaire.

1. Système alimentaire

Un système alimentaire comprend tous les éléments (ressources naturelles, personnes, intrants, processus, infrastructures, institutions, produits, etc.) et activités liées à la production, la transformation, la distribution, la préparation et la consommation des aliments et aux extrants de ces activités, y compris les impacts socio-économiques et environnementaux.



Source : collectivitesviabiles.org

Selon la définition communément admise, pour qu'un système alimentaire soit durable, il doit assurer la sécurité alimentaire, c'est-à-dire l'accès en quantité suffisante et la nutrition de qualité pour tous les citoyens tout en assurant rentabilité économique des activités, la durabilité sociale et a un impact positif ou neutre sur les ressources naturelles.

Selon cette définition, un système alimentaire est qualifié de résilient lorsqu'il dispose d'une capacité globale et au niveau de ses éléments constitutifs à garantir la sécurité alimentaire au cours du temps, c'est-à-dire même en temps de crises et catastrophes.

2. Vulnérabilité, Risque et Crise dans le domaine agroalimentaire

La vulnérabilité peut être décrite comme les conditions – déterminées par des facteurs ou des processus physiques, sociaux, économiques et environnementaux – qui augmentent la sensibilité aux impacts des aléas d'un individu, d'une communauté, d'actifs ou de systèmes.

Être vulnérable augmente la probabilité pour le système alimentaire d'être « pire qu'avant » ou de s'effondrer suite à un choc.

Un risque désigne la probabilité qu'un effet spécifique se produise dans une période donnée ou dans des circonstances déterminées.

La notion de crise est indissociable de celle de risque. Le risque en tant que phénomène aléatoire peut engendrer par ses répercussions une véritable crise (situation extraordinaire et anormale).

On distingue deux types de crises : les crises conjoncturelles et les crises structurelles.

Dans le domaine agroalimentaire, la crise peut être définie comme une situation d'urgence grave où le fonctionnement d'une partie majeure ou de la totalité du système alimentaire est gravement perturbé et où les processus normaux de gestion et de contrôle de l'organisation ne sont plus efficaces.

La perturbation des processus normaux de l'organisation peut prendre de telles proportions que la continuité l'alimentation des citoyens est menacée.

3. Sécurité alimentaire

La Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies (1948) a inscrit le droit à l'alimentation des peuples comme priorité. Ce droit fonde la définition même de la sécurité alimentaire adoptée par la FAO qui revient pour un pays à « **Disposer, à chaque instant, d'un niveau adéquat de produits de base pour satisfaire la progression de la consommation et atténuer les fluctuations de la production et des prix** » (Conférence mondiale de l'alimentation, 1974 et 1996).

L'histoire nous a en effet démontré qu'un pays qui arrive à répondre aux besoins de sa population en produisant ou en important les quantités suffisantes n'assure pas pour autant la sécurité alimentaire au sens de la définition universelle. Dans tous les cas, il ne s'agit pas d'une stratégie durable et n'est certainement pas efficace en temps de grandes crises ou de catastrophes (crise économique, crises sociales, inondations, guerres, etc.)

A la disponibilité suffisante de denrées alimentaires, un Etat doit donc veiller à assurer l'accès physique et économique, la régularité dans le temps et l'espace, la qualité biologique et nutritionnelle et l'acceptabilité culturelle des aliments. L'accès devient à partir de là, même plus crucial que la disponibilité des aliments. D'autres dimensions se sont avérées aussi importantes comme l'utilisation des denrées alimentaires et la durabilité des systèmes alimentaires.

L'amélioration de la sécurité alimentaire d'un pays doit donc couvrir les quatre dimensions principales, synthétisées dans le tableau suivant :

Dimension	Explication
La Disponibilité	Il s'agit de la disponibilité physique des aliments elle est déterminée par les niveaux de production locale, d'importation et des moyens mis pour les assurer et les stocker.
L'Accès	L'accès physique et économique pour tous les êtres humains fait références aux politiques de distribution alimentaire, incluant les prix, ainsi que celles relatives aux revenus et dépenses des ménages.
La qualité	Elle fait référence à la sécurité sanitaire des aliments à court et à long termes, ainsi qu'une valeur nutritive adéquate et des régimes alimentaires équilibrés. Cette dimension intègre aussi la composante utilisation des aliments qui comprend les bonnes pratiques de consommation des aliments ainsi que la façon dont le corps humain les optimise.
La Stabilité	Cette dimension englobe les facteurs de stabilité de l'accès aux aliments et de sa qualité et la durabilité des approvisionnements sur le long terme. Plusieurs facteurs limitent la résilience des systèmes alimentaires tels que les changements climatiques, le mauvais usage des ressources naturelles, les crises économiques, sanitaires, politiques...

Source : Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire, FAO, 2008 et notre synthèse

Partant de là, il devient important de souligner qu'assurer la sécurité alimentaire met en défi la capacité d'un pays sur le long terme à :

■ Adopter et mettre en cohérence des politiques de long terme à objectifs multiples et réussir leur implémentation par des stratégies et des plans d'actions de moyen termes :

- Politiques économiques et sectorielles réfléchies (commerce international, production agricole et agro-alimentaire, logistique, distribution alimentaire, etc.),
- Politiques sociales favorisant l'équité et un accès égal et continu à l'alimentation (lutte contre la pauvreté, réduction de la précarité économique et des inégalités, protection du pouvoir d'achat, etc.),
- Politiques d'orientation des modes de consommation vers des schémas favorisant la qualité, la santé et le bien-être.

— Et enfin, des politiques de gestion optimale des ressources naturelles (eau et terres notamment), de préservation de l'environnement naturel (systèmes marins, écosystèmes, etc.) et de lutte contre les effets du changement climatique (sécheresse, stress thermique et hydrique, désertification).

— Mettre en place des stratégies de réduction de risque de renforcement de la résilience globale des systèmes alimentaires dans les situations de crises et catastrophes.

4. Gouvernance alimentaire

A partir de ce qui précède, il devient clair qu'atteindre cette harmonie entre les diverses politiques et stratégies pour assurer la sécurité alimentaire d'un pays nécessite une gouvernance optimale pour la mise en place des règles, adopter les meilleures pratiques et s'assurer de l'adoption de processus de prise de décision réfléchie, participative et inclusive.

La gouvernance fait référence donc à « l'Ensemble de processus permettant aux acteurs (publics, privés, société civile) de formuler leurs intérêts, cadrer et de hiérarchiser les problèmes, prendre des décisions, les mettre en œuvre, les suivre et les faire exécuter » (FAO, 2015).

Les dispositifs de coordination ou espace de dialogue d'acteurs peuvent revêtir des formes diverses tels que les plates-formes locales, les projets alimentaires locaux, les conseils locaux de l'alimentation (Rastoin, 2014).

5. Autosuffisance alimentaire

L'autosuffisance alimentaire est un concept qui signifie la capacité d'un pays à satisfaire les besoins alimentaires de la totalité de sa population à partir de sa propre production nationale pour satisfaire la demande finale (FAO, 1999).

L'autosuffisance alimentaire pose ainsi un avantage et un inconvénient majeurs :

- L'avantage consiste en la réduction des risques encourus par un pays face aux fluctuations des prix et de l'offre quantitative sur le marché international
- L'inconvénient consiste en l'usage parfois inefficace des ressources naturelles et humaines dans des activités parfois à faible compétitivité

Pour trouver un équilibre entre cet avantage et cet inconvénient, certains analystes définissent l'autosuffisance alimentaire comme étant la neutralité de la balance commerciale agroalimentaire sur le long terme. Ceci suppose une flexibilité irréaliste pour s'adapter très vite dans le cas de crises et/ou catastrophes.

6. Souveraineté alimentaire

La notion de souveraineté alimentaire est apparue pour la première fois en 1996 lors du Sommet alimentaire par l'organisation internationale des agriculteurs via campesina. Elle était alors liée au questionnement de la libéralisation accélérée des marchés agricoles mondiaux et son impact sur les systèmes alimentaires nationaux.

C'est un concept puissant et innovant qui a été créé pour décrire la vision des petits exploitants agricoles et de leurs communautés. Il priorise les besoins des personnes, et non pas ceux de la rentabilité des entreprises ou des gouvernements, Il est enraciné dans les luttes mondiales actuelles des paysans, des pêcheurs, des peuples autochtones et des travailleurs sans terre du monde entier pour contrôler leurs propres ressources et leurs moyens de subsistance

Quant à la FAO, elle définit la souveraineté alimentaire comme étant « le droit international qui laisse la possibilité aux pays et aux groupes de pays de mettre en place les politiques agricoles les mieux adaptées à leurs populations sans qu'elles puissent avoir un impact négatif sur la population d'autres pays.» (FAO, 1996).

Encadré 1 : Souveraineté alimentaire et renforcement de la sécurité alimentaire

Une analyse approfondie des deux concepts permet de distinguer que la souveraineté alimentaire peut contribuer à renforcer la sécurité alimentaire de plusieurs manières.

En effet, elle permet de contribuer à :

- Favoriser l'utilisation de pratiques durables et encourager les agriculteurs à cultiver des variétés adaptées aux conditions locales tout en optimisant la productivité agricole.
- Augmenter la résilience des populations face aux chocs climatiques et économiques en favorisant l'autonomie alimentaire à travers une production locale adaptée aux vulnérabilités de chaque zone de production et la réduction du recours aux importations alimentaires en favorisant la production et la transformation des produits locaux.
- Améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation en favorisant la consommation de produits locaux et en promouvant une alimentation équilibrée.

Renforcer la participation des communautés locales dans la préservation des ressources naturelles et la lutte contre les effets de changements climatiques.

Ainsi, pendant la guerre en Ukraine, plusieurs pays ont entamé des changements politiques urgentes en réponse à la crise alimentaire induite par cette guerre. En exemple, nous pouvons citer que :

- Des pays comme la Jamaïque et la Grenade qui ont mis en œuvre des politiques visant à augmenter la production alimentaire nationale depuis le début de la pandémie. La Jamaïque a lancé une initiative baptisée " Grow What We Eat " (Cultivons ce que nous mangeons) afin d'accroître la suffisance alimentaire en augmentant la production locale et en améliorant l'accès à la nourriture. La Grenade a augmenté le nombre de projets agricoles visant à promouvoir l'autosuffisance alimentaire, comme l'octroi de subventions et de prêts par le gouvernement aux petits exploitants agricoles et la mise en place de centres de transformation agroalimentaire pour soutenir la production à valeur ajoutée.
 - La Chine a pris le choix d'augmenter sa production de produits alimentaires de base, notamment en augmentant les superficies cultivées, en améliorant les rendements, en augmentant les investissements dans l'agriculture et en renforçant les mécanismes de surveillance et de contrôle de qualité.
 - Les pays de l'Union Européenne, malgré les difficultés liées à la crise sanitaire, ont pu maintenir leur chaîne d'approvisionnement alimentaire, grâce à la mise en place de mesures pour protéger les travailleurs de l'agriculture et de la transformation alimentaire.
-

IV. Approche méthodologique

1. Adoption d'une approche systémique dans l'analyse

La complexité de l'environnement et l'interdépendance des enjeux socio-économiques, sanitaires et nutritionnels appellent au recours à une approche systémique et durable de l'alimentation pour comprendre l'impact de la guerre en Ukraine sur la Tunisie.

2. Une analyse de l'impact macro-économique

Au niveau national, la crise induite par la guerre en Ukraine a impacté les grands équilibres macro-économiques déjà fragilisés par l'instabilité politique et la crise liée à la COVID 19.

L'analyse réalisée au niveau de ce rapport aborde d'abord l'impact de la guerre en Ukraine sur les différentes dimensions de la sécurité alimentaire en Tunisie.

Une analyse de l'impact macroéconomique jusqu'à fin septembre 2022 de la guerre suivra et concernera les agrégats macroéconomiques suivants :

- L'évolution de l'inflation et des prix des denrées alimentaires en Tunisie
- L'évolution de la facture d'importation de denrées alimentaires et son impact sur la balance commerciale du pays
- Les tendances d'investissement agricole
- L'évolution de la valeur ajoutée du secteur agricole et agroalimentaire

3. Un ciblage de quelques chaînes de valeurs clés et une enquête agricole de terrain

L'analyse de la contribution des principales chaînes de valeurs agricoles dans le PIB en Tunisie nous a permis de retenir 4 chaînes de valeurs clés pour approfondir la compréhension de l'impact de la guerre en Ukraine.

Il s'agira par ordre croissant, des chaînes de valeur :

- Céréales (7% du PIB),
- Production animale hors secteur avicole (lait et viandes rouges ~ estimation : 30% du PIB)
- Et enfin, les légumes et fruits (48% du PIB).

Pour ces chaînes de valeur, une enquête a été conçue et conduite auprès de 500 agriculteurs des 6 grandes régions de la Tunisie avec l'appui de l'UTAP. En effet, ce nombre a été fixé en se basant sur la répartition dans le registre des adhérents de l'UTAP du nombre d'exploitants par activité agricole et par région. Cette analyse, a permis de retenir les cibles suivantes par régions et par activité :

Cultures	Nombre d'Agriculteurs ciblés	Répartition de l'échantillon sur les régions
Elevage	186 Eleveurs	Nord : 62
		Sud : 62
		Centre : 62
Arboriculture	165 Exploitants	Centre 110
		Sud : 40
		Nord : 15
Cultures Maraichères	75 Exploitants	Nord : 34
		Sud : 34
		Centre : 7
Céréaliculture	40 Céréaliculteurs	Nord : 30
		Sud : 10
Aquaculture et pêche	34 Aquaculteurs	
Taille de l'échantillon : 500		

Cette enquête agricole a été doublée d'une série d'interviews avec des acteurs institutionnels et de soutien actif afin de mieux comprendre l'impact de la guerre sur les autres composantes des chaînes de valeur.

4. Synthèse des principaux résultats de l'analyse macro-économique et remontant du terrain et recommandations

L'étude synthétisera enfin les principaux constats et résultats des analyses macro-économiques et des acteurs des chaînes de valeurs ciblés afin de dégager des recommandations concrètes et argumentées profitables aux acteurs de décision mais aussi aux médias et acteurs de la société civile pour contribuer au débat public autour de cette question.



SECTION 2 :

ANALYSE DE L'IMPACT DE LA GUERRE SUR LES PRINCIPAUX AGREGATS MACRO-ECONOMIQUES ET LE SYSTEME ALIMENTAIRE TUNISIEN

I. Place de l'Ukraine et de la Russie dans les marchés alimentaires internationaux et situation de la sécurité alimentaire dans le monde

La Fédération de Russie et l'Ukraine comptent parmi les plus importants producteurs de produits agricoles de la planète. Ils sont ainsi des acteurs majeurs du commerce mondial de produits alimentaires et agricoles.

1. Les céréales

En 2021, les exportations de blé des deux pays représentaient environ 30% du marché mondial. En revanche, la Fédération de Russie ne détient qu'une part comparativement modeste du marché mondial des exportations de maïs, puisque celle-ci n'a été que de 3% entre 2016-2017 et 2020-2021.

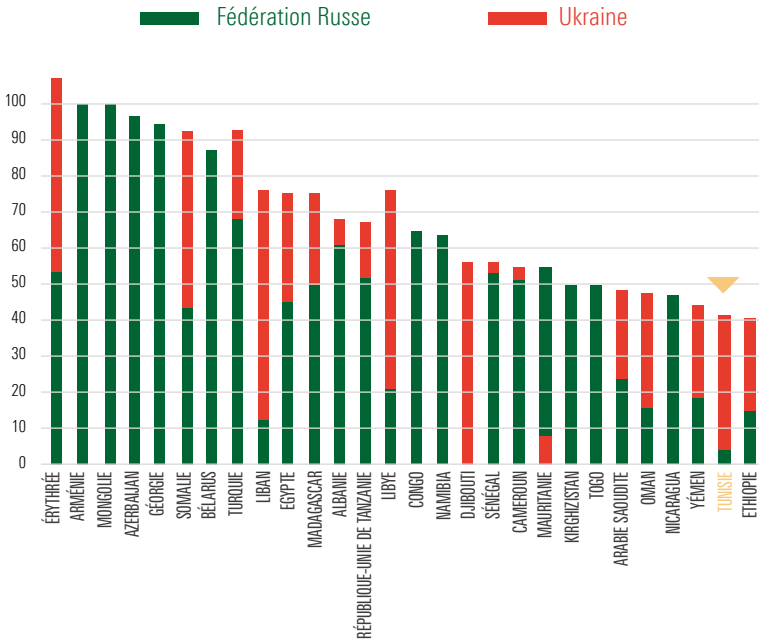
L'Ukraine a occupé une place plus importante sur ce marché pendant la même période, avec des exportations de maïs représentant en moyenne 16% des volumes mondiaux, ce qui la plaçait au quatrième rang des plus grands exportateurs de cette céréale.

Près de 50 pays dépendent de la Fédération de Russie et de l'Ukraine pour au moins 30% de leurs besoins en blé d'importation.

Ce pourcentage atteint même 50 % pour 26 de ces pays. Historiquement les pays de l'Afrique du Nord dont la Tunisie s'approvisionnait en blé auprès de ces marchés.

Pays dépendent fortement des importations de blé en provenance de l'Ukraine et de la fédération de Russie

Dépendance à l'égard des importations de blé –
importation nets seulement, 2021 (%)



Source : FAO

2. Huile de tournesol

Aussi, les exportations d'huile de tournesol des deux pays représentent 78% de l'offre mondiale.

3. Engrais agricoles

La Fédération de Russie compte également parmi les grands exportateurs d'engrais. Ainsi, en 2021, elle s'est classée au premier rang des exportateurs d'engrais azotés, au deuxième rang des fournisseurs de potassium et au troisième rang des exportateurs d'engrais phosphatés, au niveau mondial.

II. Evolution des prix internationaux des intrants et des produits alimentaires et situation de la sécurité alimentaire dans le monde suite à la guerre Russo-Ukrainienne

La guerre persistante entre l'Ukraine et la Russie a aggravé la situation de la sécurité alimentaire pour plusieurs pays qui dépendent du marché mondial des céréales, huiles végétales et engrais produites par ces deux pays.

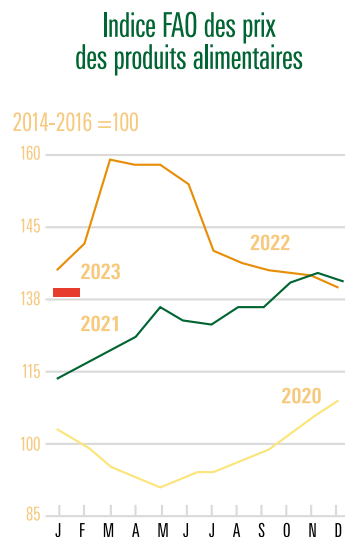
L'impact mondial s'est ressenti essentiellement au niveau de l'offre alimentaire mondiale où à la fois la disponibilité en temps opportun a été menacée et les prix ont atteint des records très inquiétants notamment durant le mois qui a suivi le déclenchement de la guerre. Les prix mondiaux en 2022, tout en restant très élevés par rapport à la période pré-COVID19 affichent une décroissance continue depuis avril 2022 et se rapprochent même des prix de 2021 dès le mois de septembre 2022 à l'exception des céréales et de certains engrais essentiels.

En effet, pour les céréales, l'Indice FAO des prix des céréales a enregistré une croissance de 3% par rapport à septembre 2022 expliquée par le fait que:

— **Les prix mondiaux du blé ont progressé de 3,2%** principalement du fait des incertitudes qui perdurent au sujet de l'initiative céréalière de la mer Noire. Le resserrement des disponibilités aux États-Unis d'Amérique, qui fait suite à une révision à la baisse de la production, a également contribué à l'affermissement des marchés.

— **Les prix internationaux du maïs ont augmenté de 4,3%**. Ceci s'explique par l'affaiblissement des perspectives de production aux États-Unis d'Amérique et à l'Union européenne, ainsi que par le temps sec en Argentine lors des semis et l'incertitude quant à l'avenir des exportations de l'Ukraine.

— **Les prix mondiaux de l'orge n'ont, quant à eux, que légèrement progressé (+0,3%)**, l'accroissement des disponibilités mondiales dû à l'amélioration des perspectives de production dans l'Union européenne ayant contribué à limiter les hausses des prix.

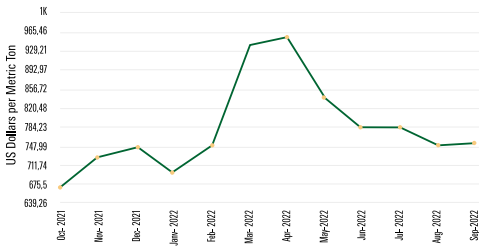


Quant aux engrais, les prix restent globalement supérieurs aux niveaux de 2021, eux-mêmes largement supérieurs aux prix d'avant COVID19. Les prix affichent toutefois, un apaisement relatif pour le DAP (Di-Ammonique Phosphate) et le TSP (Le superphosphate triple) par rapports aux niveaux records de mars et avril 2022.

Par contre les prix du chlorure de potassium et de l'Urée restent à des niveaux instables et alarmants.

Evolution mensuelle du prix DAP

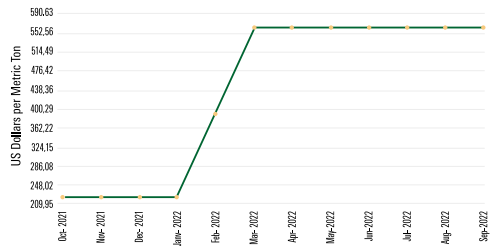
DAP Fertilizer Monthly price - US Dollars per Metric Ton
Unit: US Dollars per Metric Ton



Description: DAP (diammonium phosphate), standard size, bulk, spot, f.o.b, US Gulf

Evolution mensuelle du prix du KCL

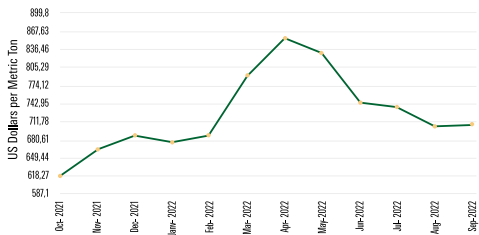
Potassium Chloride Monthly price - US Dollars per Metric Ton
Unit: US Dollars per Metric Ton



Description: Potassium chloride (muriate of potash), standard grade, spot, f.o.b, Vancouver

Evolution mensuelle du prix des TSP

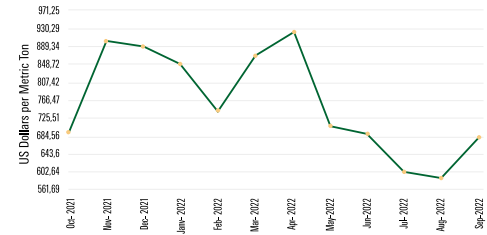
Triple Superphosphate Monthly price - US Dollars per Metric Ton
Unit: US Dollars per Metric Ton



Description: TSP (triple superphosphate), bulk, spot, beginning October 2006, Tunisian origin, granular, f.o.b, previously US orin, f.o.b, US Gulf

Evolution mensuelle du prix de l'Urée

Urea Monthly price - US Dollars per Metric Ton
Unit: US Dollars per Metric Ton



Description: Urea, (Black Sea), bulk, spot, f.o.b, Black Sea (primarily Yuzhnyy) beginning July 1991 ; for 1985-91 (June) f.o.b, Eastern Europe

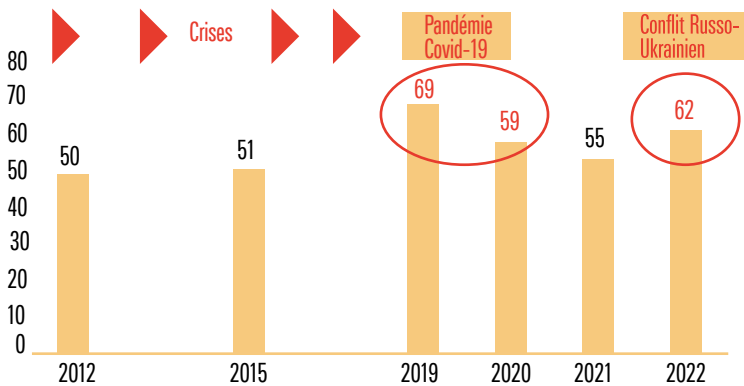
En conclusion, les menaces sur la sécurité alimentaire notamment pour les dimensions « Disponibilité » et « Accès » au niveau mondial persistent donc et restent élevés malgré la légère baisse globale des prix alimentaires depuis l'automne de 2022.

III. Evolution de la situation de la sécurité alimentaire en Tunisie en 2022

1. Evaluation via l'Indice Global de Sécurité Alimentaire

Le GFSI (Global Food Security Index, Indice global de sécurité alimentaire) développé par l'Economist Impact prend en compte l'accessibilité financière, la disponibilité, la qualité et la sécurité des aliments, ainsi que les ressources naturelles et la résilience, pour classer 113 pays.

Evolution du classement global de la Tunisie selon l'indice Global de Sécurité Alimentaire 2012-2022



L'indice est fondé sur un cadre cohérent et évalue la sécurité alimentaire à travers trois dimensions : l'accessibilité, la disponibilité et l'utilisation. Les données nécessaires au calcul cet indicateur global proviennent de plusieurs sources y compris les rapports annuels sur l'insécurité alimentaire dans le monde (SOFI) de la FAO, l'IFM de l'IFPRI, et d'autres documents.

Chaque dimension de l'Indice global de sécurité alimentaire est mesurée par un ensemble d'indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les indicateurs sont normalisés puis agrégés, ce qui permet des comparaisons entre pays.

2. Evolution chronologique du classement de la Tunisie

L'édition 2022 du rapport « L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde », indique que, comparativement aux autres pays, la Tunisie perd du terrain dans sa lutte pour éliminer la faim et la malnutrition. En effet,

entre 2012 et 2018, la Tunisie figurait toujours parmi le groupe du milieu dans le classement par rapport à l'indice global en question.

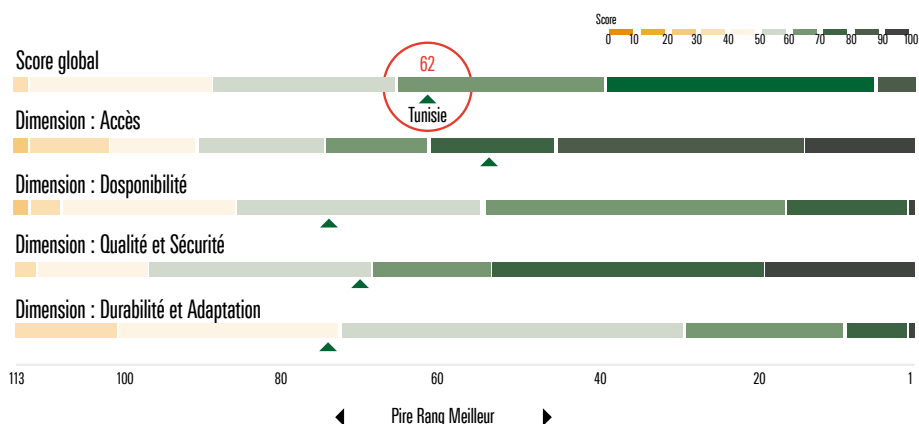
Par dimension, très peu de variations sont à souligner en dehors des années de sécheresse où la question de l'eau et du stress thermique remontait à la surface conjoncturellement.

En 2019, avec la crise liée à la COVID 19, l'augmentation rapide des prix internationaux des denrées alimentaires importées par la Tunisie, les décisions d'auto-confinement de la population pendant un mois et demi avec la mise de millions de personnes en chômage technique qui en découlait, les difficultés de circulation, les couvre-feux à répétition impactant la restauration hors foyers... ont impacté fortement la sécurité alimentaire du pays dans un contexte socio-économique global de difficultés majeures au niveau des finances publiques. Résultat, le classement de la Tunisie a reculé de 18 places par rapport à 2015 !

La situation s'est légèrement améliorée en 2020 et 2021 pour revenir en arrière en 2022 avec l'impact du conflit russo-ukrainien sur l'économie mondiale en général et sur la Tunisie en particulier étant donné la difficulté de s'approvisionner en certains produits et la continuation de la dégradation de la situation des finances publiques.

Ainsi en 2022, la Tunisie a occupé la 62^{ème} place. La dimension qui a accusé un recul spectaculaire est la dimension accès !

Classement global et par dimension de la Tunisie selon l'Indice Global de Sécurité Alimentaire de 2022



3. Facteurs pro-résilience et facteurs renforçant les vulnérabilités en 2022

L'examen des écarts des sous indicateurs de chacune des dimensions de l'indice mondial de la sécurité alimentaire pour la Tunisie par rapport au monde démontre que la Tunisie dispose de forces qui permettraient un certain niveau de résilience alimentaire acceptable mais aussi des faiblesses qui se manifestent sous forme de vulnérabilités critiques pendant des crises et des moments de vulnérabilités comme celui induit par la guerre en Ukraine.

	Facteurs pro-résilience	Facteurs de vulnérabilités
Dimension : Disponibilité	Prix à la production agricole encourageants	Financement des agriculteurs et des investissements agricoles
	Accès à la vulgarisation, aux technologies et à l'éducation agronomique	Faible innovation dans le secteur agricole
	Un bon niveau d'infrastructures agricoles	Faiblesses dans la logistique des chaînes d'approvisionnement
	Une offre globalement suffisante	Engagement politique faible en faveur de la sécurité alimentaire
Dimension : Accès	Un taux de pauvreté bas par rapport à beaucoup d'autres pays	L'importations des principaux produits agricole (céréales, sucre, huiles végétales, ...)
	L'existence de programmes renforçant la sécurité alimentaire	Coûts des importations agricoles et alimentaires (prix de marchés excessifs et a la dévaluation de la monnaie locale)

IV. Analyse de l'impact de la guerre sur les principaux agrégats macro-économiques et le système alimentaire tunisien

1. Impact sur les prix et le pouvoir d'achat du citoyen : Inflation et augmentation record des prix des denrées alimentaires

Par rapport à octobre 2021, le taux d'inflation globale a atteint en octobre 2022 le niveau de 9,2%. L'augmentation des prix a couvert l'ensemble des composants du panier du consommateur sans exception.

Ainsi, en 2022, le pouvoir d'achat global du tunisien s'est fortement dégradé notamment face à des augmentations de salaires ou du SMIG et du SMAG relativement modeste et non proportionnelle à l'augmentation du coût de la vie.

Le même mois et toujours par rapport au niveau des prix en octobre 2021, l'augmentation des prix des denrées alimentaires a été la plus forte : +12,9% sur un an.

Soulignons que selon la méthodologie de calcul de l'indice des prix à la consommation familiale (base 100 en 2015), le panier alimentaire pèse 26,2% dans la structure des achats mensuels des tunisiens.

GROUPES	Pondération %	oct 22 oct 21
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	26,2	12,9 %
Boissons alcoolisées et tabac	2,8	6,6 %
Articles d'habillement et chaussures	7,4	9,7 %
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	19,0	7,0 %
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	5,9	11,6 %
Santé	5,8	4,1 %
Transports	12,7	8,5 %
Communications	4,6	2,2 %
Loisirs et culture	2,1	7,7 %
Enseignement	3,2	8,7 %
Restaurants et Hôtels	4,6	9,6 %
Autres biens et services	5,6	9,4 %
ENSEMBLE	100,0	9,2 %

Source : INS

L'examen de la hausse des prix des denrées alimentaires à fin octobre 2022 provient, en tenant compte de l'ampleur de la variation principalement des groupes suivants :

- Les huiles alimentaires : + 20,8%,
- Les Viandes : + 17% notamment suite à l'augmentation des prix des viandes rouges (viandes ovines de + 21%)
- Les légumes : + 14,3% (Les prix des légumes frais ont augmenté de 18,5% soit plus fortement que les légumes en conserve)
- Le Lait, fromage et œufs : + 12% (l'augmentation pour les œufs a été de 33,3%)
- Les fruits : +11,6%

Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	12,9
Produits alimentaires	13,3
Pain et céréales	6,5
Viandes	17,0
Poissons	11,8
Lait, fromage et œufs	12,3
Huiles alimentaires	20,3
Fruits	11,6
Légumes	14,3
Sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie	6,3
Boissons non alcoolisées	8,2
Café, thé et cacao	6,8
Eaux minérales, boissons gazeuses et jus de fruits	8,8

Source : INS

2. Balance commerciale alimentaire

Au terme du mois d'octobre 2022, les exportations alimentaires ont progressé en valeur de 30,8% contre une augmentation de la valeur des importations de 26,8%.

Malgré cet effort, la balance commerciale alimentaire a affiché à fin octobre 2022 un déficit qui a atteint 2 012,8 MD. Le taux de couverture quant à lui, il s'est situé à 69,4%.

La facture céréalière est à la hausse, principalement pour le blé dur. Aussi déterminantes dans les importations alimentaires, le sucre et les huiles végétales ont affiché une hausse de 109,5% pour le premier et de 65,6% pour le second par rapport la même période de l'année 2021.

En contrepartie, les recettes des exportations de l'huile d'olive, premier poste important au niveau des exportations alimentaires, ont augmenté de 33,0%, celles des produits de la mer ont enregistré une hausse de 25,8% alors que celles des agrumes a enregistré une baisse de 16,4% par rapport à la même période de l'année précédente.

Balance commerciale alimentaire à fin octobre 2022

	10 mois 2021	10 mois 2022	Var : en % 2022/2021
EXPORT en MD	3494,8	4570,8	30,8%
IMPORT en MD	5194,0	6583,6	26,8%
DEFECIT en MD	-1699,3	-2012,8	-313,5 MD
TAUX DE COUVERTURE en %	67,3%	69,4%	-

Le déficit enregistré est essentiellement le résultat de l'accroissement de la valeur des importations des céréales (+42,7%), des huiles végétales (+118,0%), du sucre (+125,8%) et des tourteaux de soja (+112,2%) et ceci malgré la hausse des exportations de l'huile d'olive (+39,3%).

Alors que l'évolution des imports des principaux produits alimentaires à fin octobre 2022 se présente comme suit :

Evolution des principaux produits importé à la fin octobre 2021 - 2022

Produits	2021	2022	2022/21	2021	2022	2022/21	2021	2022	2022/21
	Quantités (1000 T)		%	Valeur (MD)		%	Prix (DT/Kg)		%
blé dur	464,5	441,2	-5,0	490,8	863,4	75,9	1,06	1,96	85,2
blé tendre	1121,3	1133	1,0	916,5	1458,5	59,1	0,82	1,29	57,5
Orge	850,6	558,9	-34,3	653,6	682,4	4,4	0,77	1,22	58,9
Maïs	785,7	732,5	-6,8	620,3	821,6	32,5	0,79	1,12	42,1
Pomme de terre	1,9	5,8	205,3	3,0	10,3	243,3	1,58	1,78	12,5
Viandes	1,3	2,7	107,7	7,2	28,2	291,7	5,54	10,44	88,6
Lait et dérivés	11,8	13,7	16,1	81,9	132,9	62,3	6,94	9,70	39,8
Huiles Végétales	161,5	222	37,5	469,0	1022,6	118,0	2,90	4,61	58,6
Sucre	154,5	225,1	46,7	164,9	372,4	125,8	1,07	1,65	55,0
Tourteaux de Soja	74,9	114,8	53,3	93,9	199,3	112,2	1,25	1,74	38,5

Source : Calculs de l'ONAGRI d'après les données de l'INS

Les quantités importées de céréales ont été inférieures à celles de 2021 pour le blé dur (-5%), l'orge (-34,4%) et le maïs (-6,8%). Seuls, les volumes importés en blé tendre ont légèrement augmenté (+1%).

En revanche l'augmentation des prix internationaux des céréales ont fait que la valeur des importations des céréales (à l'exception de l'orge) a explosé. Ainsi, la valeur des importations du blé dur a augmenté de 75,9%, celle du blé tendre de 59,1% et celle du maïs de 32,5%. L'augmentation pour l'orge n'a été que de 4,4% et ce sous l'effet du fort recul des quantités importées et non des prix. Ce qui a pesé le plus sur le déficit de la balance commerciale.

La Tunisie a également importé plus de quantités de viandes rouges et de lait et dérivés et de pomme de terre, de sucre et de tourteaux de Soja, par rapport à octobre 2021. De par l'effet quantité, l'effet prix de ces produits a aussi contribué au creusement du déficit.

Du côté de l'exportation, les quantités exportées de légumes fruits, huile d'olive et produits de la mer ont augmentés à fin octobre 2022. Même avec la tendance haussière de l'ensemble des prix des denrées alimentaires sur les marchés internationaux ceci n'a contribué à absorber qu'une petite part de l'effet de l'augmentation de la facture à l'importation à fin octobre 2022.

Evolution des principaux produits exportés: a fin octobre 2021 - 2022

	2021	2022	2022/21	2021	2022	2022/21	2021	2022	2022/21
Produits	Quantités	(1000 T)	%	Valeur (MD)	%	Prix (DT/Kg)			
Produits de la pêche	159,8	167,2	4,6	1314,6	1831,6	39,3	8,23	10,95	33,2
Dattes	20,8	23,4	12,5	435,9	501,1	15,0	10,96	21,41	2,2
Agrumes	16,9	12,6	-25	24,4	20,5	-16,0	1,44	1,63	12,7
Tomates	21,2	23,9	12,6	128,2	145,4	13,4	6,04	6,08	0,7

3. Croissance et valeur ajoutée agricole et agroalimentaire

L'économie nationale a vu son produit intérieur brut (PIB) en volume progresser en variation trimestrielle de 0,4% au troisième trimestre de l'année, alors qu'il s'était légèrement contracté au précédent (-0.2%).

Ainsi, sur les trois mois de juillet à septembre, le produit intérieur brut a progressé de 2,9% en rythme annuel, marquant une accélération comparativement aux deux trimestres précédents (respectivement à 2.3% et 2.6%).

En dépit d'une conjoncture mondiale difficile et un contexte fortement inflationniste, l'activité économique poursuit sa dynamique de redressement après la crise sanitaire de 2020 ; un processus encore inachevé, puisque le revenu national demeure encore en dessous de son niveau de fin 2019.

	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022
Produit Intérieur Brut	-5.9	-0.9	16.9	1.7	2.7	2.3	2.6	2.9
Agriculture et pêche	1.0	-4.9	-2.6	-0.7	-2.6	3.1	1.9	1.1
Industries agroalimentaires	-7.6	-14.9	2.0	-2.2	3.0	9.6	0.6	-6.8

4. Investissements agricoles

Selon le tableau de Bord établi par l'ONAGRI (Ministère de l'Agriculture), la dynamique de l'investissement dans le secteur agricole n'affiche pas d'amélioration durant les 8 premiers mois de 2022.

Evolution des principaux produits exportés : a fin octobre 2021 - 2022

	2021	2022	2022/21	2021	2022	2022/21	2021	2022	2022/21
Produits	Quantités (1000 T)	%	Valeur (MD)	%	Prix (DT/Kg)	%			
Produits de la pêche	159,8	167,2	4,6	1314,6	1831,6	39,3	8,23	10,95	33,2
Dattes	20,8	23,4	12,5	435,9	501,1	15,0	10,96	21,41	2,2
Agrumes	16,9	12,6	-25	24,4	20,5	-16,0	1,44	1,63	12,7
Tomates	21,2	23,9	12,6	128,2	145,4	13,4	6,04	6,08	0,7

a. Dynamique des investissements déclarés > 60 milles dinars

La déclaration des investissements agricoles pour les projets supérieurs à 60 mD auprès de l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles (Organe public chargé par l'Etat de recevoir ces déclarations au niveau régional et national, et de vérifier la réalisation des investissements pour pouvoir accorder les primes d'encouragement attribuée par l'Etat selon le type d'investissement) a reculé de 10% à fin Août 2022.

En contrepartie, l'administration a doublé d'efforts pour approuver les dossiers d'investissements déposés, ce qui indique une bonne réactivité dans le contexte conjoncturel actuel et un effet positif possible à partir de 2023/2024.

Investissements approuvés par l'APIA à la fin Août 2022 (>60 000 TD par projet)

	Unité	Valeur		Variation
		A fin Août 2022	A fin Août 2021	2022/2021 (%)
Inv Déclarés	MD	807,0	896,6	-10,0
Inv approuvés	MD	383,2	272,3	40,7
Dont :				
Agriculture	MD	230,5	210,0	9,8
Prêche	MD	33,9	14,8	129,5
Aquaculture	MD	18,3	0,9	1995,2
Services	MD	48,8	29,7	64,2
Transformation primaire	MD	51,6	16,9	205,6
Nombre de projets approuvés	Unités	2014	1949	3,3
Par région				
	%			points
Nord Ouest		16	14	-2
Nord Est		22	22	0
Centre Ouest		18	26	8
Centre Est		25	19	-6
Sud Ouest		5	8	3
Sud Est		13	11	-2
Par source de financement				
				(%)
Autofinancement	MD	197,024	135,73	45,2
Crédits bancaires	MD	83,015	53,723	54,5
Primes d'investissement	MD	103,177	82,826	24,6
Prêts fonciers	MD	5,648	5,518	2,4
Achats de terres	Ha	359	350	2,6

Source APIA

b. Dynamique des investissements réalisés < 60 milles dinars

Du côté de la Direction Générale chargée des Financements et des Investissements au Ministère de l'Agriculture (DGFIOF) qui suit les investissements de montants < 60 mD, les investissements réalisés ont légèrement reculé (-0,8%) à fin Août 2022 par rapport à la même période de 2021.

Les investissements dans les équipements et l'achat de bétail affichent le plus grand recul ce qui pourrait être lié à la forte crise touchant la filière laitière et bovine.

En contrepartie, les investissements dans les constructions et l'irrigation ont affiché une amélioration considérable ce qui indiquerait une certaine orientation vers les activités arboricoles et maraîchères y compris pour la première transformation.

Investissements réalisés par la DGFIOF à fin Août 2022

	Unité	Valeur		Variation
		A fin Août 2022	A fin Août 2021	2022/2021 (%)
Inv Réalisés	MD	31,6	31,9	-0,8%
Dont:				
Equipements	MD	3,2	4,4	-27,8%
Constrctions	MD	4,4	3,1	42,4%
Bétail	MD	3,1	4,0	-20,4%
Iantations	MD	2,6	2,9	-8,8%
Irrigation	MD	14,5	13,6	6,6%
Pêche	MD	2,8	3,1	-9,60%
Lutte contre érosion	MD	1,0	0,9	7,90%
Nombre de Projet		4405	4229	4,20%
Par région	%			
Nord Ouest		8,11	5,57	-2,5%
Nord Est		6,6	8,41	1,8%
Centre Ouest		19,74	23,84	4,1%
Centre Est		9,53	10,03	0,5%
Sud Ouest		10,92	6,32	-4,6%
Sud Est		45,11	45,83	0,7%
Par source de financement	MD			
Autofinancement		18,77	18,616	80,0%
Crédits bancaires		0,412	0,216	90,7%
Prime d'investissement		12,424	13,097	-4,7%

5. Conclusion

L'analyse des différents agrégats macroéconomiques a démontré clairement que le choc externe induit par le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine, déclenché en février 2022, a impacté d'un côté la sécurité alimentaire nationale

de manière considérable en terme d'accès, et de disponibilité. En effet, six à huit mois après, l'inflation globale et des produits alimentaires a atteint des niveaux inégalables auparavant (même pendant la Pandémie COVID 19, d'un autre coté aussi les équilibres macroéconomiques puisque le déficit de la Balance Commerciale s'est encore creusé (pesant encore plus lourdement sur la balance de paiement et le stock en devises du pays) et la dynamique des investissements agricoles (garant d'une reprise dans les prochaines années) a fléchi malgré les efforts de l'Etat ce qui a engendré des problèmes de disponibilité et de pénuries de certains produits.

La deuxième partie de ce rapport se penchera à étudier plus spécifiquement certaines filières stratégiques, qui ont été plus exposés à ce choc et d'étudier leurs sources de vulnérabilités.

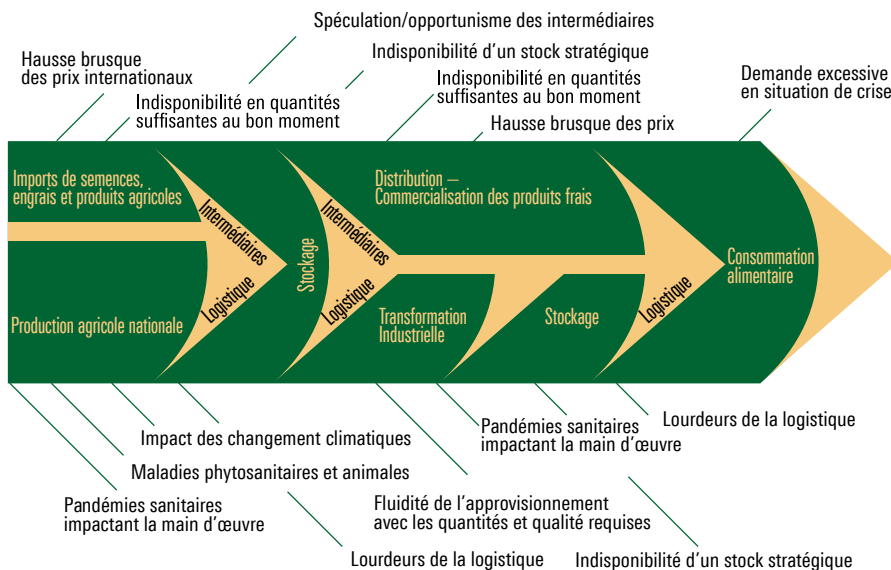
SECTION 3 : ANALYSE DE L'IMPACT DE LA GUERRE SUR ET LE SYSTÈME ALIMENTAIRE TUNISIEN

I. Système alimentaire Tunisien et chaîne des risques

Le Bureau du Programme Alimentaire Mondial a réalisé en 2022, une stratégie de renforcement de la résilience du système alimentaire tunisien à l'horizon 2030.

Dans cette étude, une représentation des principaux risques et vulnérabilités pouvant aboutir à une crise a été présentée comme suit :

Risques liés au système agroalimentaire Tunisien



Source : Stratégie de renforcement de la résilience du système alimentaire tunisien à l'horizon 2030, PAM, 2022

Cette représentation des risques en chaîne, montre que les facteurs les plus importants qui peuvent impacter le système alimentaire en Tunisie sont liés à/au :

- La disponibilité et à la hausse des prix des intrants de la production agricole,
- Comportement spéculatif et opportuniste des intermédiaires assurant la collecte, et les transferts entre les acteurs des filières
- La fluidité et la qualité des approvisionnements des industries
- Des perturbations au niveau de l'approvisionnement des consommateurs qui recouvreraient à une demande « psychologique » excessive.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine a eu un effet sur plusieurs maillons de filières agroalimentaires importantes en Tunisie.

Ses effets pourraient donc déclencher des crises dans les filières dépendant de l'extérieur et exposés au renchérissement des prix des intrants et des produits agricoles de base. Ces crises peuvent être exacerbées par d'autres comportements tels qu'un excès de demande basé sur des facteurs psychologiques et/ou opportunistes ainsi que d'autres facteurs structurels

Afin de mieux comprendre l'impact de ce choc externe sur le système alimentaire tunisien, une enquête terrain en collaboration avec l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la pêche (UTAP) a été réalisée afin de déceler les sources de vulnérabilités des filières les plus impactées, au niveau de la chaîne de production nationale agricole.

D'autres entretiens institutionnels complémentaires, et des entretiens avec des acteurs du terrain agissant au niveau des chaînes de valeurs, ont été menés pour comprendre les autres sources de vulnérabilités au niveau des imports de produits agricoles, de la transformation, du stockage et de consommation. Afin d'apprécier l'impact global de la guerre sur le système alimentaire tunisien.

II. Analyse de la perception de l'impact de la guerre Russo-Ukrainienne par les producteurs agricoles dans les filières cibles

Une enquête de terrain a été conduite auprès de 500 agriculteurs pour comprendre leur perception de l'impact de la guerre en Ukraine sur leur activité et revenus. Conformément à la démarche méthodologique expliqué dans la section I de ce rapport, les agriculteurs répondants à cette enquête sont actifs dans les chaînes de valeurs suivantes : Les céréales, l'élevage bovin et ovin, l'arboriculture et les cultures maraichères.

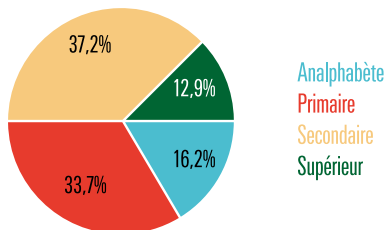
Les réponses collectées sont au nombre de 403 réponses, ce qui correspond à un taux de réponse très positif supérieur à 80%.

L'analyse de la perception de chaque groupe d'agriculteurs apportera donc un éclairage sur l'impact de la guerre en Ukraine sur les 2 premiers maillons - intrants agricoles et production - pour les principales filières ciblées dans cette étude.

1. Structure des répondants à l'enquête et comparaison avec l'échantillon

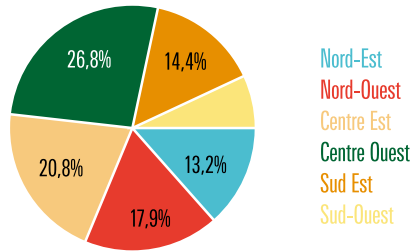
■ Les agriculteurs ayant un niveau d'instruction secondaire et supérieur représentait 50% des répondants à l'enquête. Ceux ayant un niveau primaire représentaient 33,7%.

Répartition des répondants au niveau d'instruction



■ Les agriculteurs actifs dans le Nord Est et Ouest représentaient 31% des répondants. Ceux dans le Centre 47% et ceux dans le Sud 22%.

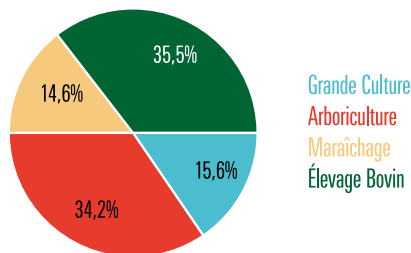
Répartition des répondants par grande région



■ Les agriculteurs actifs sur des superficies agricoles supérieures à 10 ha représentent 32,5% des répondants. Ceux sur moins de 5 ha représentent de leur côté 29,7% des répondants dont 1% ne disposent pas de terrain agricole car actifs dans l'élevage bovin hors-sol.

■ Les agriculteurs actifs dans la production de légumes et fruits représentent près de la moitié des répondants à l'enquête. Ceux dans les grandes cultures 15,6% et l'élevage bovin 35,5%.

Principale activité agricole



A retenir :

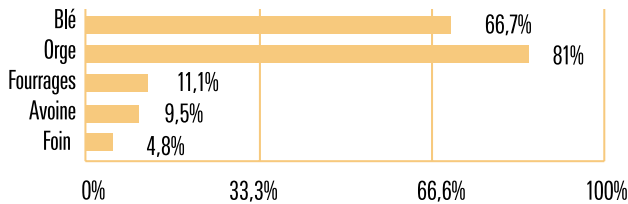
L'analyse de la structure des répondants à l'enquête agricole réalisée et sa comparaison par rapport à l'échantillonnage ciblé (voir partie Méthodologie/ Section 1) permet de voir qu'en plus d'un taux de réponse supérieur à 80%, les taux de réponse par chaîne de valeur ciblée et par région ont été très proches des objectifs de l'échantillonnage.

2. Perception de l'impact de la guerre au niveau des céréaliculteurs

■ Dans l'échantillon, les agriculteurs actifs dans les grandes cultures ont ciblé essentiellement les cultures d'orge et de blé pour la saison 2020/2021. Les cultures fourragères (si on y inclut le foin) ont occupé la deuxième position et ont été ciblé par 15% des agriculteurs. L'avoine se positionne en 3ème place avec 9,5% et devient un produit céréalier intéressant étant donné sa consommation croissante par les citoyens en recherche de substituts diététiques aux céréales classiques. Enfin, quelques agriculteurs ont ciblé les légumineuses.

■ Cette répartition, même si elle ne concerne pas l'ensemble des céréaliculteurs de la Tunisie, laisse entrevoir le problème de non-respect de la rotation agricole pour plusieurs agriculteurs.

Type de culture pour la saison 2020/2021

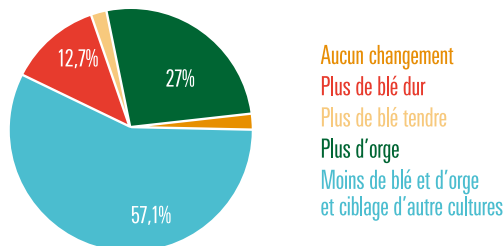


Ceci entrave le secteur d'atteindre des niveaux de productivité qui permettent de limiter le recours à l'importation.

■ Durant la saison 2021/2022, les céréaliculteurs n'ont pas changé d'activité pour 57% d'entre eux. Toutefois, l'augmentation continue des prix de l'orge sur la scène mondiale pour la période du COVID 19 a amené 27% des agriculteurs à cultiver plus d'orge.

■ Enfin 12,7% des répondants ont cultivé plus de blé dur par rapport à la saison précédente. Ceci permet d'émettre l'hypothèse que les céréaliculteurs sont assez réactifs par rapport aux changements des conditions du marché notamment en ce qui concerne l'orge (céréales destinées à l'alimentation animale et humaine).

Changement d'activité durant la saison 2021/2022

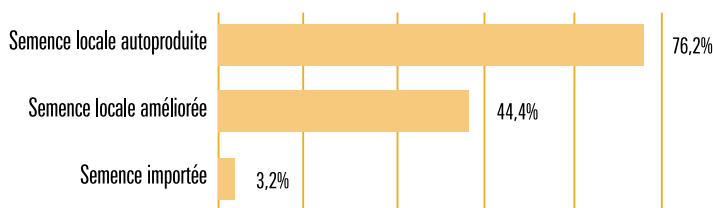


■ Durant la dernière saison les céréaliculteurs enquêtés ont utilisé à plus de $\frac{3}{4}$ leur semences autoproduites localement. Dans une autre réponse, près de 70% des céréaliculteurs confirment avoir gardé pour eux plus de quantités de céréales que d'habitude. Ces deux facteurs expliquent, entre autres causes, pourquoi les quantités collectées de blé durant la saison précédente a été largement inférieur à la production nationale.

Soulignons également que le recours aux semences autoproduites à un impact sur les rendements des cultures des points de vue quantitatifs et qualitatifs.

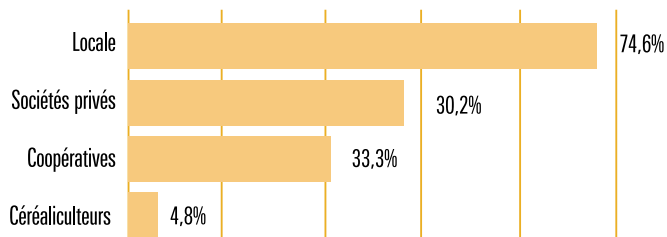
■ Enfin, Près de 44% des répondants semblent viser des rendements meilleurs en recourant aux semences locales améliorées et seulement 3% de l'échantillon ont utilisés les semences importées.

Type de semence utilisée durant la dernière saison



■ Les céréaliculteurs ayant recourues aux semences non autoproduites s'approvisionneraient plutôt chez les coopératives (33,3%) et chez les vendeurs privés de semences 30%.

Sources d'approvisionnement en semences durant la dernière saison



■ 81% des céréaliculteurs enquêtés ont déclaré avoir été impacté par la guerre actuelle entre la Russie et l'Ukraine contre 19% déclarant ne pas subir d'impact perceptible au niveau de leurs activités. L'examen approfondi des réponses des enquêtés nous renseigne que la majorité de céréaliculteurs non touchés s'adonnent à la culture d'orge et de légumineuses.

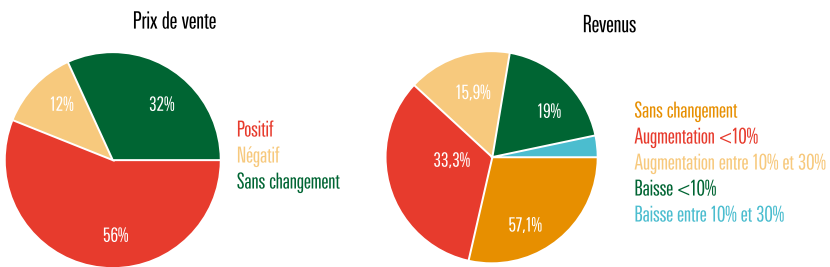
■ Seulement 31,4% des céréaliculteurs ayant déclaré être impacté par la guerre Russo-Ukrainienne affirment que les effets de cette dernière ont touché négativement la disponibilité des semences. Plus de 2/3 des répondants n'ont pas perçu d'impact à ce niveau.

■ Par contre 91% des céréaliculteurs ayant déclaré être impacté par la guerre Russo-Ukrainienne confirment ses effets négatifs sur la disponibilité des engrais et produits-phytosanitaires.

■ L'amélioration des prix de réception du blé durant l'année 2022 perçu comme un impact positif des effets de la guerre Russo-Ukrainienne par 56% des céréaliculteurs a permis d'améliorer les revenus pour la moitié de ces derniers.

En revanche, 19% des céréaliculteurs ont déclaré un recul de leurs revenus notamment pour des raisons de mauvaise récolte et de conditions climatiques non favorables.

Impact de la guerre Russo-Ukrainienne sur les prix et les revenus de céréaliculteurs

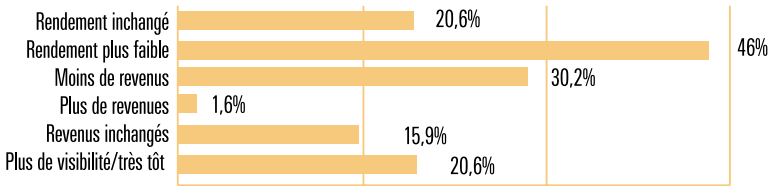


■ Quant aux prévisions, Pour la saison 2022/2023 les céréaliculteurs soulignent deux tendances lourdes :

- Des conditions climatiques non favorables pour 61% des répondants (sècheresse, manque d'eau) ;
- Une insuffisance dans la disponibilité et l'accès aux intrants notamment les engrais pour 51% des répondants ;

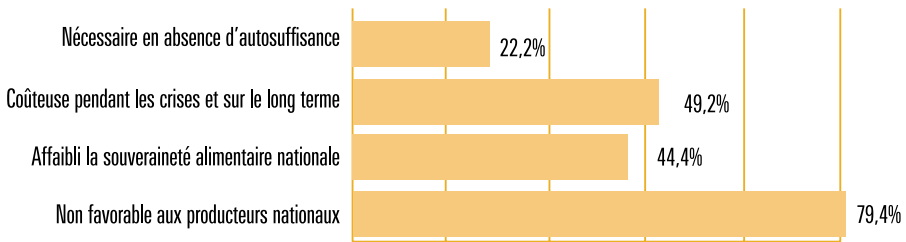
■ Ces prévisions expliquent la raison pour laquelle 46% des céréaliculteurs envisagent des reculs dans les rendements durant la saison 2022/2023. Un recul des rendements qu'ils projettent également en recul de revenus si les niveaux des prix à la réception n'augmentent pas.

Prévisions des céréaliculteurs pour la saison 2022/2023 par rapport à 2021/2022



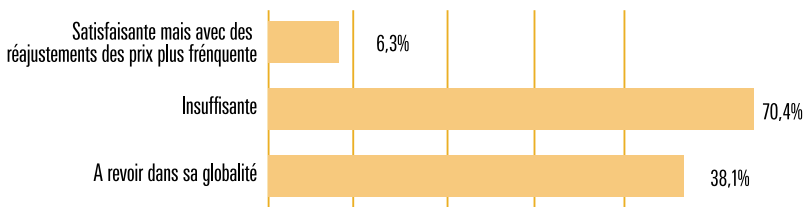
■ A propos de la perception des agriculteurs quant à la politique d'importation, 79,4% des répondants jugent qu'elle n'est pas favorable aux producteurs nationaux de céréales. Également, près de la moitié des répondants estiment qu'elle est coûteuse pour l'Etat et le contribuable pendant les crises externes et sur le long terme.

Perception des céréaliculteurs quant à la politique d'importation des céréales



■ Enfin, en ce qui concerne la perception de la politique de subvention à la production des céréaliculteurs, ces derniers jugent à la grande majorité qu'elle est insuffisante. Pour plus du tiers des répondants, cette politique est à revoir dans sa globalité.

Perception des céréaliculteurs quant à la politique de subvention de la production des céréales



A retenir :

- L'impact de la guerre Russo-Ukrainienne a été perçu négativement pas les céréaliculteurs essentiellement à deux niveaux : les revenus et la disponibilité des facteurs de production (essentiellement les engrais et produits phytosanitaires).
 - Les problèmes structurels de la filière céréalières (notamment liés à des pratiques agronomiques faiblement durables) conjuguées à une fragilisation accrue induite par le stress hydrique et thermique (effets du changement climatique), ont accentué l'impact conjoncturel de la guerre Russo-Ukrainienne sur les agriculteurs.
 - Face à la crise induite par guerre Russo-Ukrainienne, les céréaliculteurs ont montré des signes de résilience encourageants sous plusieurs formes :
 - Un recours accru à la semence locale améliorée plus disponible et permettant d'améliorer les rendements ;
 - Une adaptation de l'activité par une frange de céréaliculteurs en produisant plus d'orge ;
 - La constitution de réserves plus importants de la production de céréales pour l'usage en autoconsommation et pour la semence de la campagne suivante.
 - La résilience des céréaliculteurs a été renforcée par la mesure prise par l'Etat en l'augmentation du prix à la réception. Cette mesure a absorbé une partie de l'impact de la guerre Russo-Ukrainienne sur les revenus des céréaliculteurs.
 - Le sentiment partagé par les céréaliculteurs est que la saison 2022/2023 sera porteuse des mêmes défis voir plus en termes de productivité et rentabilité (notamment avec la persistance de la sécheresse).
 - Les céréaliculteurs interviewés jugent qu'il faut réviser la politique de subvention à l'agriculteur pour mieux prémunir la filière contre les effets des crises. Une bonne partie de ces derniers pensent qu'il faut agir sur les importations de céréales pour mieux servir les intérêts des céréaliculteurs nationaux et retrouver davantage de souveraineté alimentaire.
 - Enfin, malgré les efforts de l'Etat l'investissement dans la filière semble être encore peu attractif ce qui limite les perspectives de changement notable à court et moyens termes.
-

3. Perception de l'impact de la guerre au niveau des producteurs de lait et de viandes rouges

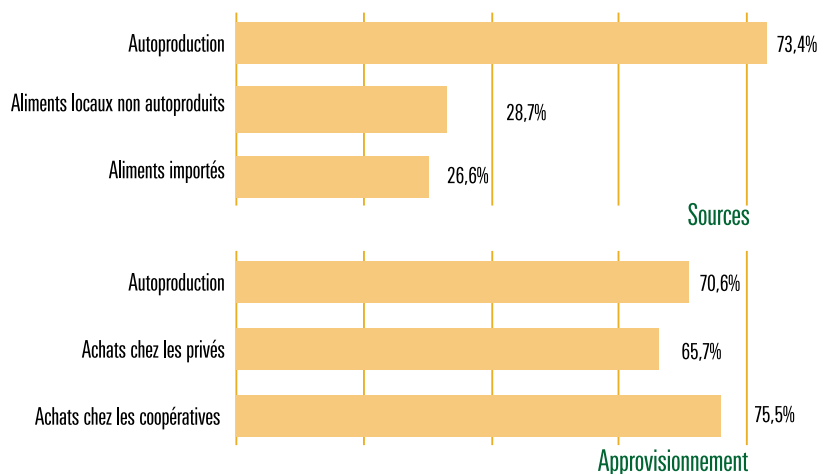
- 143 éleveurs ont apportés des réponses à l'enquête. Près de 89% d'entre eux déclarent élever des ovins contre 47% pour l'élevage des bovins.
- Les éleveurs de bovins répondants à l'enquête sont majoritairement producteurs de viandes rouges (91%). Les producteurs de lait représentaient près de la moitié des répondants éleveurs de bovins.

■ Les éleveurs d’ovins ayant des terres agricoles, semblent s’intéresser davantage aux cultures non fourragères. Ceux pratiquant des cultures fourragères représentent moins de 10%.

■ Les éleveurs de bovins s’adonnent essentiellement à la culture de fourrages.

■ Les éleveurs confirment à plus de 70% se baser essentiellement sur l’autoproduction comme source première d’alimentation pour leurs cheptels ovins et bovins. Le recours à des achats complémentaires semble nécessaire plus de 2/3 des répondants. Ces achats se font en première place auprès des coopératives agricoles (75%) suivies de près par les achats chez les privés (66%).

Sources et approvisionnement en aliments pour bovins et ovins



■ 72% des éleveurs enquêtés ont déclaré avoir été impacté par la guerre actuelle entre la Russie et l’Ukraine contre 27% déclarant ne pas subir d’impact perceptible au niveau de leurs activités.

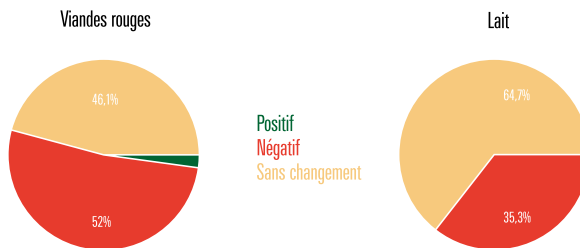
■ L’examen approfondi des réponses des enquêtés nous renseigne que la quasi-totalité de éleveurs non touchés s’adonnent à l’élevage ovin.

■ La quasi-totalité des éleveurs enquêtés ont déclaré subir un impact négatif de la guerre sur la disponibilité de l’alimentation animale, des semences et des produits pour le traitement des maladies phytosanitaires ou animales.

Les éleveurs s'adonnant à la production de viandes rouges ont pour 52% déclarés un impact négatif de la guerre sur les prix de vente de leurs produits contre 46% déclarant ne pas subir de changement perceptible au niveau des prix.

Les prix du lait sont fixés par l'Etat, les éleveurs de vaches laitières ont déclaré que ces prix n'ont pas variés. Pour presque un tiers d'entre eux, l'impact de la guerre a été ressenti négatif au niveau des prix pratiqués actuellement.

Impact de la guerre Russo-Ukrainienne sur les prix de vente de la viande rouge et du lait

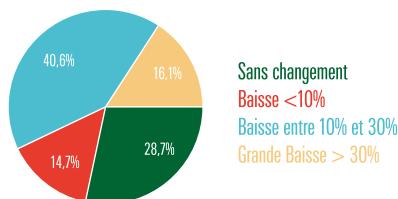


En réponse à une question complémentaire, les agriculteurs déclarent que les prix n'ont pas évolués d'une manière proportionnelle par rapport à l'enchérissement des coûts de production ou d'acquisition de l'alimentations animale.

Ceci explique la perception des éleveurs quant à l'impact de la guerre sur leurs revenus. 60% d'entre eux déclarent un recul dans les revenus. Pour 16% d'entre eux cette baisse a été de plus de 30% par rapport aux années précédentes. Pour 29%, la baisse de revenus a été entre 10 et 30%.

Le gel des prix du lait face à une augmentation vertigineuse des coûts de la production explique la crise actuelle dans la filière lait qui dure depuis des mois sans trouver d'issu confortant toutes les parties prenantes de la filière (à la date de début décembre 2022).

Impact de la guerre sur les revenus des éleveurs



■ Quant aux prévisions, pour la saison 2022/2023 les éleveurs enquêtés soulignent deux tendances importantes à soulever :

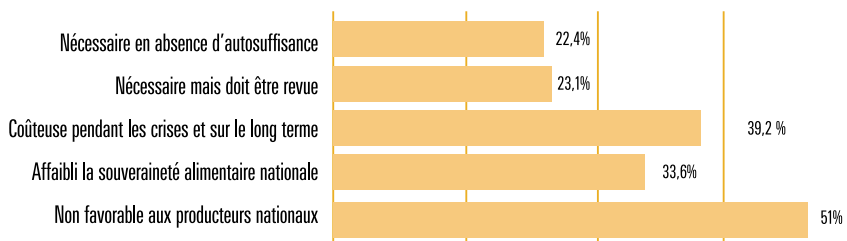
■ Des conditions climatiques défavorables pour 71% des répondants (sècheresse, manque d'eau) ;

■ Une insuffisance au niveau de la disponibilité et l'accès aux aliments de bétail pour 12% des répondants ;

■ Ainsi, on comprend la raison pour laquelle 60% de ces derniers s'attendent à des rendements plus faibles. Pour les producteurs de viandes rouges.

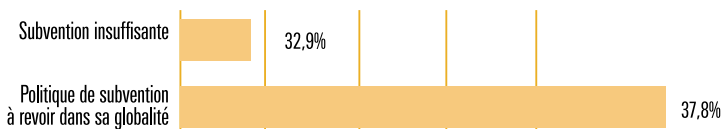
■ A propos de la perception des éleveurs quant à la politique d'importation des aliments pour bétails, 51% des répondants jugent qu'elle n'est pas favorable aux producteurs nationaux. Également, près de 40% des répondants estiment qu'elle est coûteuse pour l'Etat et le contribuable pendant les crises externes et sur le long terme. Enfin, 1/3 des répondants estiment qu'elle entraîne d'affaiblir la souveraineté nationale en matière de production animale.

Perception des éleveurs quant à la politique d'importation d'aliments pour bétails (Orge, maïs, etc.)



■ En ce qui concerne la perception de la politique de subvention à la production des éleveurs de vaches laitières, 1/3 de ces derniers jugent la subvention insuffisante et que la politique de l'Etat en la matière est à revoir dans sa globalité.

Perception des éleveurs de vaches laitières quant à la politique de subvention à la production de lait



A retenir :

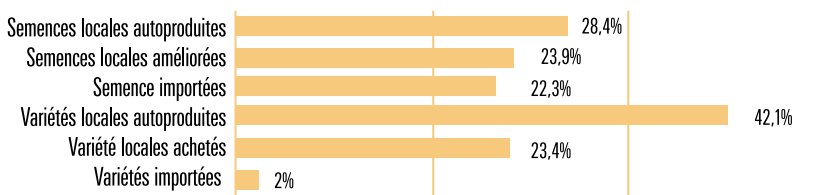
- L'élevage ovin semble ne pas subir de grand impact direct lié à la guerre Russo-Ukrainienne étant donné que les éleveurs se basent sur la production fourragère locale. Ce sont plutôt les effets du changement climatique et la disponibilité des prairies qui impacteraient ce type d'élevage essentiellement extensif en Tunisie.
- En revanche les éleveurs de viande bovine affirment être grandement impactés par la guerre Russo-Ukrainienne :
 - Plus du tiers des producteurs de lait citent avoir à faire face à une augmentation insoutenable des prix de la matière première et pensent pour une grande partie qu'il faut revoir la politique de subvention aux producteurs de lait.
 - La moitié des éleveurs s'adonnant à la production de viandes rouges ont confirmé un impact négatif de la guerre sur les prix de vente de leurs produits.
- Une bonne partie des éleveurs de bovins pensent qu'il faut revoir la politique d'importation de matière première nécessaire aux éleveurs de bovins pour mieux protéger leurs intérêts.

4. Perception de l'impact de la guerre au niveau des agriculteurs producteurs de fruits et légumes

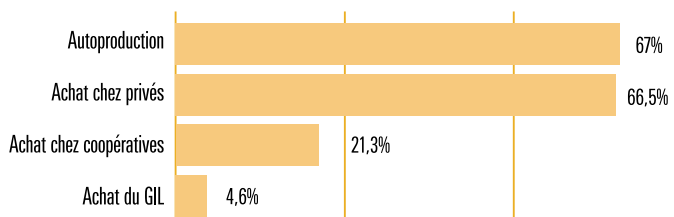
■ Les arboriculteurs semblent recourir davantage (42%) aux variétés locales autoproduites durant la période de la crise liée à la Guerre en Ukraine. Sinon, d'une manière secondaire aux achats de variété locales essentiellement chez les opérateurs privés ou dans une moindre mesure chez les coopératives.

■ Les semences utilisées, qui concernerait les producteurs maraîchers, sont de leur côté, à 28% d'origine locale autoproduite, suivi de près (24%) des semences locales améliorées et de semences importées acquies chez les opérateurs privés ou auprès des coopératives.

Semence et variétés utilisées par les producteurs de fruits et légumes



Principales sources d'approvisionnement en semences et variétés

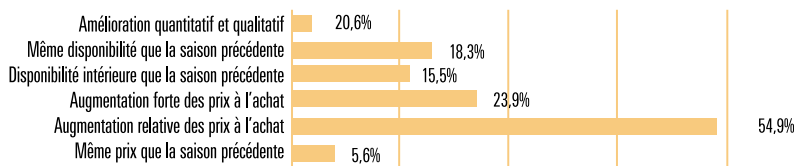


64% des agriculteurs producteurs de fruits et légumes ciblés par l'enquête déclarent avoir subi l'impact de la crise liée à la guerre Russo-Ukrainienne.

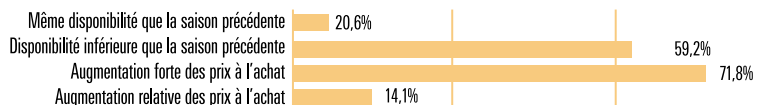
Au niveau des facteurs de production, cet impact semble être lié essentiellement à :

- L'augmentation relative des prix à l'achat des semences et variétés
- La forte augmentation des prix à l'achat et le manque de disponibilité d'engrais et produits phytosanitaires

Impact de la guerre Russo-Ukrainienne sur la disponibilité et les prix des semences et variétés de fruits et légumes



Impact de la guerre Russo-Ukrainienne sur la disponibilité et des prix des engrais et produits phytosanitaires



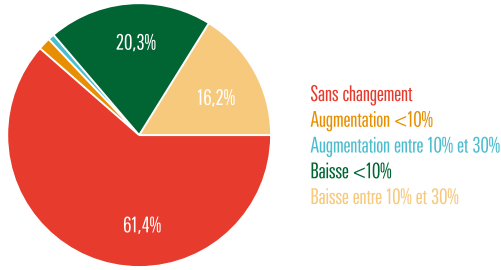
A propos des prix de vente, l'impact de la guerre semble être essentiellement perçu comme négatif (pour 79% des répondants).

18,3% avouent qu'il n'y a pas d'impact ressenti.

■ Presque 2/3 des producteurs de fruits et légumes confirment que la guerre Russo-Ukrainienne n'a pas eu d'impact sur leurs revenus.

■ Le restant des producteurs de fruits et légumes défendent majoritairement un impact négatif de la guerre Russo-Ukrainienne sur leurs revenus.

Impact de la guerre sur les revenus de producteurs de fruits et légumes



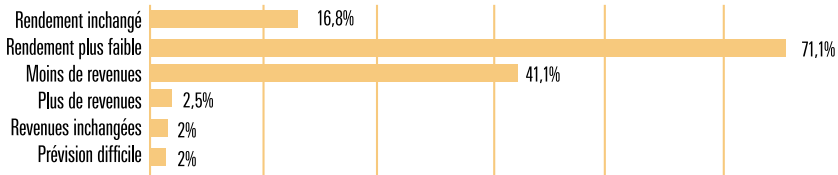
■ Quant aux prévisions, pour la saison 2022/2023 les producteurs de fruits et légumes enquêtés soulignent un effet décuplant l'effet de la crise liée à la guerre Russo-Ukrainienne en relation avec les conditions climatiques défavorables pour 94% des répondants (sècheresse, manque d'eau) ;

■ Ainsi, on comprend la raison pour laquelle 71% de ces derniers s'attendent à des rendements plus faibles et donc des revenus réduits pour 41% des répondants.

Tendances lourdes de la saison 2022/2023 par rapport à 2021/2022 selon les producteurs de fruits et légumes

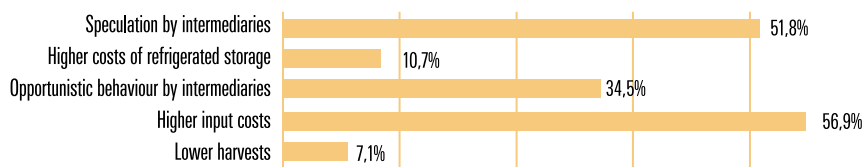


Prévision des producteurs de fruits et légumes pour la saison 2022/2023 par rapport à 2021/2022



■ Pour expliquer l'augmentation des prix à la consommation des fruits et légumes durant 2022, les producteurs indiquent à 57% la hausse des coûts de intrants suivi de la spéculation des intermédiaires (52%).

Explanation given by vegetable and fruit producers for the increase in consumer prices



A retenir :

Les producteurs de fruits et légumes semblent moins impactés directement par les effets induits par la guerre Russo-Ukrainienne. Ils relatent leurs principales difficultés aux problèmes de sécheresse et de changement climatique.

Des problèmes d'approvisionnement en matière première mais surtout d'augmentation des prix de ces derniers expliquent en partie la hausse des prix des fruits et légumes au niveau du consommateur.

L'opportunisme des intermédiaires et la spéculation expliquent également en partie la hausse des prix des fruits et légumes au niveau du consommateur.

III. Apports explicatifs d'autres acteurs du système alimentaire

Pour compléter notre étude en explorant les autres composantes du système alimentaire tunisien qui ont été impactés par la guerre des discussions avec des personnes ressources ont été conduites œuvrant dans les quatre filières couvertes par la présente étude. Elles ont permis d'enrichir notre analyse pour comprendre notamment les impacts ressentis par ces acteurs (autres qu'agriculteurs et éleveurs) œuvrant dans les différents niveaux de la filière (production, collecte stockage, transformation industrielle, distribution, commercialisation et consommation) et détecter quelles ont été les facteurs aggravant. Ainsi que les mesures entreprises par l'Etat pour atténuer ces impacts. Les principaux impacts remontant de ces entretiens ont été résumés dans les tableaux suivants selon la filière.

1. Filière « Céréales »

a. Les principaux impacts soulevés

Niveau de la filière	Impact soulevé en lien avec la guerre russo-ukrainienne
Production	Affaiblissement dans l'accès (prix plus chers) et la disponibilité de certaines matières premières importantes. Effet conjugué avec les effets de la sécheresse et de l'augmentation et la non disponibilité des pièces de rechange de certains engins agricoles
Collecte/stockage	Equilibre financier et rentabilité dégradés au niveau des coopératives et des acteurs privés actifs dans la collecte et stockage à cause de l'enchérissement des coûts de transport et d'exploitation (carburants, etc.) contre une collecte inférieure aux objectifs annoncés et planifiés au niveau national
Transformation industrielle	Perturbations quantitatives et qualitative ponctuelles dans l'approvisionnement des minoteries et industries de dérivés de céréales et des boulangeries Rentabilité dégradée au niveau des minotiers, industriels et boulangers à cause de l'augmentation des coûts de l'énergie et des retards de l'accès aux subventions accordés par l'Etat.
Distribution et Commercialisation	Perturbations ponctuelles de l'alimentation des grossistes et détaillants Multiplication des infractions liées à l'opportunisme et à la spéculation au niveau des intermédiaires
Consommation	Perturbation de la distribution des dérivées des céréales Apparition du marché noir et de tentatives d'augmentation des prix surtout au niveau de quelques boulangeries

Face à cet impact de la crise, l'Etat a pris les mesures suivantes :

Niveau de la filière	Mesures de l'Etat citées
Production	Amélioration des prix de référence de réception des céréales par l'office de céréales et les collecteurs privés. Mise en place d'un plan d'urgence visant l'autosuffisance en blé dur dès 2023. Ceci permettra de réduire la facture de l'importation des céréales et limiter le poids de cette facture sur le budget de l'Etat. Fixation des prix des engrais pour la campagne 2022/2023.
Collecte et stockage	Pas de mesure citée
Transformation industrielle	Pas de mesure citée
Distribution et Commercialisation	Loi de lutte contre la spéculation Renforcement des contrôles pour réduire l'opportunisme des intermédiaires
Consommation	Pas de mesure en dehors d'un rationnement optimisé pendant les pénuries courtes et ponctuelles

b. Propositions recueillies :

Selon nos échanges avec les personnes ressources, l'Etat et les parties prenantes de la filière « céréales » doivent améliorer la disponibilité et l'accès aux intrants agricoles, mieux gérer les importations publiques et prendre en considération les conditions climatiques défavorables qui pourraient vulnérabiliser encore plus la situation financière des acteurs de la filière.

2. Filière « Lait »

a. Les principaux impacts soulevés

Niveau de la filière	Impact soulevé
Production	<p>Coûts à la production devenant très élevés pour les éleveurs de vaches laitières</p> <p>Réduction significative de la production laitière</p> <p>Cession accélérée du cheptel, soit pour la production de viande rouge soit dans les réseaux informels et de contrebande</p>
Collecte et stockage	<p>Augmentation de la vente du lait en dehors des circuits de collecte formels</p> <p>Rentabilité dégradée au niveau des centres de collecte du lait qui ont proposé une augmentation de 20 millimes/litre aux éleveurs sur leur propres ressources en plus de devoir faire face à l'enchérissement des coûts de transport et d'exploitation (carburants, électricité, etc.) et à une collecte inférieure aux années précédentes.</p>
Transformation industrielle	<p>Perturbations quantitatives et qualitative dans l'approvisionnement des usines de production du lait et dérivés</p> <p>Orientation des usines vers plus de quantités de dérivés du lait (yaourt, beurre, fromage, etc.) pour améliorer la rentabilité de leur activité étant donné qu'elles font face à des réductions de l'approvisionnement en matière première, à une augmentation de coûts de l'Énergie et d'exploitation en plus de subir des retards de l'accès aux subventions accordés par l'Etat.</p>
Distribution et Commercialisation	<p>Perturbations ponctuelles de l'alimentation des grossistes et détaillants</p> <p>Multiplication des infractions liées à l'opportunisme et à la spéculation au niveau des intermédiaires</p>
Consommation	<p>Pénuries assez durables</p> <p>Apparition du marché noir et de tentatives d'augmentation des prix à tous les niveaux</p>

Face à cet impact de la crise, l'Etat a pris les mesures suivantes :

Niveau de la filière	Mesures de l'Etat citées
Production	Augmentation de la subvention accordée aux éleveurs de 200 millimes/litre (jugée insuffisante par les éleveurs) Fixation des prix des engrais pour la production d'orge et de fourrages durant la campagne 2022/2023 (utilisé pour l'alimentation des vaches laitières)
Collecte et stockage	Pas de mesure citée Mesure non Etatique : les centres de collecte ont pris l'initiative d'ajouter une subvention de 20 millimes/litre collectée auprès des éleveurs de vaches laitières
Transformation industrielle	Pas de mesure citée
Distribution et Commercialisation	Loi de lutte contre la spéculation Renforcement des contrôles pour réduire l'opportunisme des intermédiaires Interdiction de la vente en dehors de la grande et moyenne section et des épiciers.
Consommation	Pas de mesure en dehors d'un rationnement optimisé pendant les pénuries courtes et ponctuelles

b. Propositions recueillies

Nos échanges avec les personnes ressources nous ont permis de noter que le problème de niveau et de répartition de la subvention au sein de la filière laitière commence à devenir récurrent et alarmant chaque fois qu'une crise exogène se manifeste. La crise liée à la Guerre Russo-Ukrainienne a fait exploser les coûts de production au niveau de l'éleveur.

Face à cela, l'urgence pour l'Etat et les acteurs intervenants dans la filière est de vite réussir à se mettre d'accord et à mettre en place des mécanismes de subvention efficaces pour relancer la production et la satisfaction continue de la demande nationale du lait.

3. Filière « Viandes Rouges »

a. Les principaux impacts soulevés

Niveau de la filière	Impact soulevé
Production	Coûts à la production devenant très élevés pour les éleveurs bovins notamment Concurrence liée à l'augmentation de la cession de vaches laitières pour la production de viandes rouges
Collecte/stockage	Enchérissement des coûts liés à l'énergie et aux charges d'exploitation
Transformation industrielle	Enchérissement des coûts liés à l'énergie et aux charges d'exploitation
Distribution/ Commercialisation	Enchérissement des coûts liés à l'énergie et aux charges d'exploitation
Consommation	Recul de la demande face à l'augmentation des prix et le recul global du pouvoir d'achat

Face à cet impact de la crise, l'Etat ne semble pas avoir pris de mesures particulières sauf la fixation des prix des engrais pour la campagne 2022/2023 qui pourrait améliorer très relativement le coût de la production pour les éleveurs-engraisseurs produisant une partie de leurs besoins en alimentation animale.

b. Propositions recueillies

Nos échanges avec les personnes ressources nous ont permis de noter que l'impact de la crise liée à la guerre Russo-Ukrainienne a été limité à la réduction de la demande des consommateurs face à un pouvoir d'achat réduit et l'augmentation relative des prix de vente des viandes rouges.

Améliorer le pouvoir d'achat des citoyens semble être la principale priorité à viser par l'Etat et les acteurs de la filière pour relancer la demande.

4. Filière « Fruits et Légumes »

4.1. Les principaux impacts soulevés

Niveau de la filière	Impact soulevé
Production	Coûts à la production élevés pour agriculteurs s'adonnant à la production de fruits et légumes Effet conjugué à la sécheresse et au manque d'eau d'irrigation
Collecte/stockage	Difficultés de stocker les fruits et légumes auprès des entreprises d'entreposage frigorifique à cause de la peur d'être punis pour spéculation. Coûts de stockage plus élevés au niveau des entreprises d'entreposage frigorifique à cause de l'augmentation des prix de l'énergie.
Transformation industrielle	Enchérissement des coûts liés à l'énergie et aux charges d'exploitation
Distribution/ Commercialisation	Enchérissement des coûts liés au transport
Consommation	Augmentation des prix à la consommation

Face à cet impact de la crise, l'Etat semble focaliser ses efforts sur la réduction de l'opportunisme des intermédiaires et la lutte contre la spéculation.

b. Propositions recueillies

La priorité pour les parties prenantes de la filière semble être de résoudre la problématique de l'application de la loi de spéculation au niveau des entreprises d'entreposage frigorifique, d'améliorer l'accès aux intrants et à l'eau pour les producteurs et l'amélioration du pouvoir d'achat des consommateurs.

5. Conclusion

Il est clair que les filières les plus impactées ont été celles qui dépendent le plus des facteurs de productions importés. Les mesures d'urgences tels que le relèvement du prix d'achat pour les cerealiculteurs, ont permis d'attenuer le ressenti de la crise au niveau de la production. La hausse des coûts de production dans ce cas a été compensé par un prix de vente à la production plus élevé, qui a été supporté par l'Etat tunisien, le maintien du prix de vente à la consommation (c'est-à-dire la non levée des subventions sur les produits de première nécessité) a permis aussi de contenir les effets de cette hausse au niveau de la consommation. Ceci n'est pas le cas pour les producteurs du secteur bovin laitier puisque le prix de vente du lait n'a pas augmenté, et le cout n'a été repercuté ni sur les consommateurs, ni supporté par l'Etat. Cette hausse des coûts a été clairement supporté par les agriculteurs, ce qui met en danger l'avenir de la filière, qui déjà patit de plusieurs problemes structurels.

Les autres filières qui ont n'ont pas déclaré percevoir un impact significatif tels que les fruits et legumes et elevage ovin sont celles ou les prix a la consommation ont affiché les plus fortes hausses, comme il s'agit de prix de produits libres, ce sont les consommateurs qui ont subit cette augmentation de coût de pleins fouet.

Enfin il est important de signaler qu'au vu des conditions climatiques et de la sècheresse par laquelle passe le pays en plus du faible niveau de subvention et de financements accordées aux agriculteurs, même les filières qui ont été les moins impactées au niveau de la production, peuvent etres impactées à d'autres niveaux tels que le stockage, la distribution et la consommation, qui sont plus vulnérables à d'autres facteurs induits par la guerre tels que la hausse des prix de transport et risquent aussi de vivre l'effet boomrang induit par une crise généralisée de l'inflation soutenue, des effets directs de la hausse des prix et de la baisse de la consommation.



SECTION 4 : RECOMMNDATIONS

A l'issu de l'analyse menée dans les sections 2 et 3 de cette étude, nous pouvons considérer les principales recommandations suivantes aux décideurs et acteurs influents dans le système alimentaire tunisien.

Revoir la politique alimentaire et les stratégies agroalimentaires en tenant compte des perspectives de récurrence possible de crises du type COVID 19 ou impact de guerres entre puissances agricoles et alimentaires se conjuguant avec les vulnérabilités structurelles du système alimentaire tunisien et les effets plus importants du changement climatique.

Dans ce cadre, regarder cette politique via le prisme de la souveraineté alimentaire reviendrait à mieux prémunir le système alimentaire national et les finances publiques des effets des chocs insupportables de la hausse des prix internationaux des intrants et des denrées alimentaires stratégiques. Il s'agit pour l'Etat de mener une réforme agraire, fiscale nationale qui permettrait de limiter le recours à l'importation alimentaire et de mettre en place des politiques de renforcement de la résilience alimentaire au niveau territorial, afin de mieux tenir compte des intérêts de acteurs nationaux notamment les agriculteurs, et les petits exploitants et de mieux protéger leurs droits, tout en protégeant aussi les droits des consommateurs à accéder à une nourriture saine.

Créer un fond pour la souveraineté alimentaire afin de limiter le recours aux financement externes pour financer ces reformes nationales et limiter l'intervention des bailleurs dans la formulation de politiques agricoles.

Assurer une meilleure cohérence entre l'ensemble des politiques impactant le système alimentaire dans toutes ses composantes de manière à renforcer les capacités nationales de gestion des crises et de résilience du système

alimentaire tunisien dans sa globalité et au niveau territorial, afin de le rendre soutenable et résilient aux effets des chocs externes (crises et catastrophes naturelles).

Renforcer les mécanismes de concertation, d'inclusivité et de bonne gouvernance au sein des filières alimentaires et de débat continue entre les structures de l'Etat et les acteurs de filières pour une meilleure gestion des crises.

Favoriser les mécanismes de veille et d'anticipation et réfléchir aux moyens de simplifier et rendre plus flexibles les procédures administratives notamment d'importation publique des denrées alimentaires en cas de crises du type crise induite par la guerre Russo-Ukrainienne. Il s'agit de définir juridiquement des critères objectifs pour déclarer un état d'urgence alimentaire en cas de crise majeure qui justifierait un recours à une procédure d'achats publiques plus agile que celle adoptée en temps normal.

Etudier d'avantage les mécanismes de résilience territoriale et locale adoptés par les céréaliculteurs et les éleveurs, envisager des mesures de compensations et des financements incitatifs afin de les appuyer au futur.

Assainir la situation financière et améliorer les revenus des petits agriculteurs et en particulier les femmes, il s'agit en l'occurrence de résoudre le problème de la dette, de revoir la réglementation des assurances et des risques liés aux changements climatiques, et de mettre en place un système de sécurité sociale et mettre fin aux disparités de revenus entre hommes et femmes dans le secteur agricole.

Améliorer la rentabilité des acteurs formels des filières notamment au niveau de la production, de stockage et de transformation via, entre autres, l'accélération du paiement des subventions dues aux acteurs de la transformation industrielle et la flexibilisation de la fiscalité en temps de crise. Ceci augmentera la résilience des filières face aux chocs.

Revoir la dynamique de l'écosystème intervenant dans l'approvisionnement des facteurs de production au profit des agriculteurs, intégrer davantage de traçabilité et de transparence permettant une meilleure efficacité. Le recours à la digitalisation peut être une piste d'amélioration à considérer avec intérêt.

Renforcer le contrôle des intermédiaires formels et informels et la contrebande frontalière sans créer une dynamique de « peur » chez les acteurs formels de collecte et de stockage. Ceci peut être assuré en

partie en digitalisant les processus de collecte et de stockage de manière à favoriser la traçabilité des flux et la transparence sur les transactions financières, et limiter le commerce informel.

Une réforme globale qui met au centre la politique agricole du pays, afin d'améliorer au plus vite la situation des agriculteurs et agricultrices et le pouvoir d'achat du citoyen, et prioriser les objectifs nationaux stratégiques. Ceci ne peut en aucun cas être atteint en poursuivant les politiques actuelles d'austérités basées seulement sur une logique d'équilibres financiers qui priorise le remboursement de la dette sur les besoins réels de la population, la préservation des écosystèmes, des ressources naturelles, et du savoir local.

